

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2328 - MARDI 9 JUIN 2015

Budget

Des tensions croissantes en 2015 et 2016

Pour financer les prochaines élections, le gouvernement devra impérativement accroître sa marge de manœuvre au regard des ressources budgétaires limitées. Les défis à relever sont de plusieurs ordres. On cite, par exemple, la nécessité de permettre à l'économie de résister à d'éventuels chocs endogènes et exogènes. Mais il y a aussi la neutralisation des goulots d'étranglement qui freinent l'activité du secteur privé et l'exploitation plus efficace des vastes ressources naturelles de la RDC.

Au-delà de la préservation de la stabilité macro-économique, il faut également promouvoir une croissance solidaire ainsi qu'une stabilité et inclusion financières. La RDC devra accroître son potentiel fiscal en mobilisant davantage de recettes intérieures. Cependant, l'une des dépenses importantes sera certainement la contribution au financement des élections en 2015 et 2016.

Page 12



Bâtiment abritant le cabinet du ministre des Finances



Hôpital général de référence de Kinshasa (ex-Mama Yemo)

SANTÉ

Réhabilitation imminente de l'Hôpital général de référence de Kinshasa

Cet hôpital sera bientôt réhabilité par le gouvernement qui milite pour un accès des Congolais aux soins de santé de qualité. En visite récente dans cette formation médicale, le ministre de la Santé, Félix Kabange Numbi, a confirmé l'imminence des travaux en passe d'être effectués sur ce site qui abrite des bâtiments datant de plus de cent ans dont certains devront carrément être rasés. Il se pose, d'après lui, un sérieux problème des voies d'évacuation qui nécessitent la construction de nouveaux bâtiments.

Cet hôpital, faudra-t-il le rappeler, manque des subsides de l'Etat. Ses pavillons sont pour la plupart complètement occupés par des indigents qui ne reçoivent aucune assistance. D'où la nécessité de repenser son mode de gestion tout en mettant plus d'emphasis sur sa réhabilitation fonctionnelle, a indiqué le ministre.

Page 13

FOSSE COMMUNE DE MALUKU

Plaidoyer de Human rights watch pour l'exhumation des corps

L'ONG et les familles des personnes présumées tuées ou victimes de disparitions forcées imputées aux forces de sécurité entre 2013 et janvier 2015 ont le droit de savoir si leurs proches sont parmi les personnes qui étaient ensevelies, le 19 mars, à la lisière du cimetière de Fula-Fula, dans la périphérie Est de Kinshasa. Dans un récent rapport, l'ONG américaine estime que le nombre croissant de plaintes en justice déposées par les familles concernées souligne qu'il est urgent d'exhumer le contenu de la fosse commune de Maluku.

L'ONG estime que pour plus de crédibilité, il faudrait impliquer dans cet exercice les gouvernements étrangers et les Nations unies, sans oublier les experts en médecine légale qui seraient chargés d'aider à exhumer les corps et d'effectuer des analyses d'ADN.

Page 12

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION/BARRAGE

V.Club et Sanga Balende à la trappe

Ce fut un dimanche noir pour les deux clubs de la RDC engagés à la 12e édition de la Coupe de la Confédération. V.Club de Kinshasa et Sanga Balende de Mbuji-Mayi n'accéderont pas à la phase des poules de cette compétition africaine interclubs de football. Au stade Tata-Raphaël de Kinshasa, l'AS V.Club a certes battu Stade Malien de Bamako (3-2), mais n'a pas refait son retard du match aller (0-2).

Au Caire, le deuxième club RD-congolais en Coupe de la Confédération, Sa Majesté Sanga Balende, n'a pas réussi à garder son avance d'un but à zéro au match aller à Lubumbashi. Les Anges et Saints du Kasai oriental coachés ont courbé l'échine face à aux Chevaliers blancs de Zamalek d'Egypte par un but contre trois.

Page 15

ÉDITORIAL

Climat

À un peu moins de sept mois du Sommet sur le climat qui se déroulera à Paris, l'on ne saurait dire que les lignes bougent sérieusement sur le champ de bataille stratégique que constitue pour l'humanité tout entière la protection de l'environnement. Certes, les discours se montrent de jour en jour plus conscients de l'importance des enjeux, plus éloquentes, plus prometteuses aussi, mais le passage du verbe à l'acte paraît plus lointain que jamais. Nous en avons eu une nouvelle preuve ce week-end avec la réunion du G 7 qui avait inscrit pourtant cette question en tête de son programme.

Si tout le monde s'accorde sur le fait qu'en dégradant la nature comme elle le fait depuis des décennies, l'espèce humaine se condamne à brève échéance personne ne se montre capable d'engager les réformes, les changements de comportement qui parviendraient à la sauver. Les grandes nations gesticulent mais ne font rien pour réduire les gaz à effet de serre qu'engendre leur suractivité industrielle ; les nations émergentes, quant à elles, s'avèrent incapables de s'unir pour obliger les pays riches à se discipliner, mais aussi à apporter au tiers-monde l'aide qui lui est indispensable si l'on veut qu'il contribue de façon plus efficace à la protection de la nature.

Les mêmes causes produisant toujours les mêmes effets et même si cela ne plait pas à la puissance invitante, la France, le prochain Sommet de Paris sur le climat a toutes les chances d'être un échec. Exactement comme ce fut le cas pour ceux qui l'ont précédé, exactement comme ce sera le cas tant que les pays riches n'auront pas pris la mesure exacte de leur responsabilité dans la lente plongée de la Terre vers le chaos climatique.

Pour qu'il en aille autrement, il faudrait que l'Afrique, l'Amérique latine, l'Asie du sud décident de parler d'une seule et même voix, qu'elles constituent en quelque sorte un groupe de pression suffisamment puissant et organisé pour obliger les grandes nations industrielles à regarder la vérité en face et à prendre enfin les mesures sans lesquelles la situation ne peut aller qu'en empirant. Mais les dirigeants de ces trois continents sont-ils prêts à s'asseoir autour d'une même table pour constituer un « lobby » efficace ? Il est permis, hélas, d'en douter.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

La plate-forme M2NR a fait sa sortie officielle

Lors d'un grand rassemblement ce samedi 6 juin à Brazzaville, la plate-forme des jeunes, le Mouvement national pour une nouvelle République (M2NR) a investi son directoire, et plaidé en faveur du passage à une nouvelle République fondée sur des valeurs comme la paix, la solidarité et le partage.

Le M2NR, d'après les initiateurs, est une plate-forme des jeunes congolais unissant plusieurs associations de jeunesse, des ONG et mutuelles du Congo. Le mouvement apolitique entend non seulement lancer des actions de conscientisation populaire, mais également promouvoir auprès de toutes les sensibilités congolaises, « le développement de l'esprit de solidarité, de partage et d'espérance », souligne le secrétaire général du M2NR,

le monopole des décisions qui engagent la communauté tout entière. Il prône un dialogue permanent, ouvert et transparent entre la classe politique et la société civile. », souhaite le secrétaire général.

Ce grand rassemblement du samedi dernier a mobilisé plusieurs milliers de personnes, principalement des jeunes venus de divers coins de la ville capitale. Réunis dans le stade Félix Eboué plein à craquer, les représentants des différentes

Prenant la parole, le coordonnateur de la plate-forme M2NR, Paul Tchignoumba, a salué la mise en place du directoire du mouvement et surtout la confiance que les adhérents lui ont accordée. « Le directoire ne ménagera aucun effort pour que les acquis de notre feuille de route soient non seulement préservés, mais aussi pérennisés. », a-t-il déclaré.

Le coordonnateur du M2NR a indiqué que la feuille de route de sa plate-forme associative est axée essentiellement sur le travail de terrain, en menant des actions « de conscientisation populaire à travers des rencontres citoyennes, des ac-



Les militants du M2NR présents au rassemblement

Christian Okemba. Mobiliser la population congolaise notamment la jeunesse, insiste-t-il, c'est une manière de favoriser dans le pays « la démocratie participative ». Les jeunes du M2NR veulent bec et ongle, prendre part au débat en cours au Congo portant sur le changement ou non de la Constitution. « Dans les relations entre l'horizontale et la verticale, le M2NR pense qu'il n'est plus question de laisser à la verticale, c'est-à-dire aux gouvernants et politiques seuls

catégories sociales du Congo ont dévoilé les vœux et souhaits de leurs communautés respectives : les cellules des jeunes, femmes, ainsi que des personnes âgées se disent favorables au changement de la Constitution. « Note pays vient de loin. Certains d'entre nous ne croyaient pas à la paix et à l'élan actuel du pays. Mais nous y sommes arrivés aujourd'hui, grâce à l'œuvre d'un homme, le président Sassou-N'Guesso », a lancé à la foule, le responsable de cellule des doyens du M2NR.

tivités de solidarité dans le domaine de santé, l'éducation, le savoir-faire... »

Le M2NR qui se dit favorable au dialogue national, a par ailleurs salué les concertations politiques initiées par le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou-N'Guesso, et souhaité qu'elles se perpétuent. Car, soulignent les acteurs du mouvement, les concertations permettent de développer dans les esprits « une culture de paix, de sécurité, de solidarité et de tolérance ».

Fiacre Kombo

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service); Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Kinshasa : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Coordination : Rose-Marie Bouboutou

Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

DÉBAT SUR LA CONSTITUTION

Vers une nouvelle République

Le cercle de réflexion le Café du savoir, que préside Serge Ikiémi, a organisé le 7 juin à Brazzaville une conférence-débat avec pour leitmotiv « la nouvelle République », en vue de consolider la paix, la stabilité et le vivre ensemble.

Ouverts à un débat polarisé autour du thème « Quelle nouvelle République pour le Congo », les intervenants ont commenté l'actualité politique au niveau national, émaillée par la question du changement de la Constitution du 20 janvier 2002, les consultations politiques initiées par le président de la République, le dialogue national, et enfin le référendum.

L'objectif était d'offrir un cadre de libre échange aux citoyens de tout bord afin de s'exprimer sur le débat politique actuel. Au cours de cette journée, le conférencier Me Martin Mbéri a éclairé les participants sur les questions constitutionnelles, appuyé par deux points de vue discordants, notamment celui de Marion Mandzimba Ewango, docteur en droit constitutionnel et Joseph Noumazalaye Ilounga.

En effet, les avis divergent au sein de la classe politique congolaise sur un éventuel dialogue citoyen susceptible de créer les conditions d'un consensus politique. Pourtant accepté par toutes les composantes politiques, également par la société civile congolaise, l'ordre du jour ne fait toujours pas l'unanimité au sein de la classe politique. D'un côté l'opposition qui ne veut débattre que sur la question de la gouvernance électo-

rale et de l'autre la majorité qui veut d'un dialogue avec en toile de fond les points sur la gouvernance électorale et la question des réformes institutionnelles.

« Il n'y a pas d'alternance sans alternative »

« La question constitutionnelle est caractérisée par le doute et le refus de la sincérité par l'autre. C'est un débat très subjectif. Nous avons mieux à espérer du dialogue, car il nous faut préserver la paix. Si le feu continue à s'allumer entre l'opposition et la majorité, je ne doute pas de la suite. Si en 2016, nous avons une élection apaisée, démocratique, notre pays prend un bond en avant. Mais si cela se passe mal, nous reculerons », argumente Martin Mbéri. Il a saisi l'occasion pour inviter la société civile à jouer pleinement son rôle qui est celui de médiateur pour que les protagonistes théoriques ou réels en présence trouvent la voix du consensus pour que ce dialogue trouve tout son sens. Entre changement et révision, Martin Mbéri se dit favorable à un régime présidentiel qui, selon lui, est le régime politique idéal. Dans le contexte politique actuel, les échanges ont également porté sur les modalités de changement ou de révision de la loi fondamentale en vue d'une nouvelle République. « On

peut faire évoluer une Constitution par la révision et du fait, changer de régime. Il est difficile de défendre le changement aujourd'hui dans la mesure où dans la Constitution, il n'y a aucune modalité qui différencie le changement à la révision. Trouver un compromis pour consolider le régime présidentiel ou instaurer un autre régime. On peut amender la loi fondamentale actuelle pour renforcer le caractère présidentieliste », a-t-il ajouté.

« Le grand problème du Congo est éthique »

Marion Mandzimba Ewango a, quant à lui, soulevé le problème de la transition générationnelle, car dit-il, la Constitution prévoit les mécanismes de sa révision. « Le problème est dans un changement générationnel. C'est un conflit social et non un problème constitutionnel. Lorsqu'un système politique exclut des instances les forces politiques réelles, ce régime politique se condamne à un monologue. Ceux qui ne participent pas à l'élaboration de la loi attendent donc de parler dans la rue. En 2002 je disais, que nous rentrons dans une Constitution césarienne. Nous nous sommes lancés dans une logique de mutation constitu-



Les participants

tionnelle qui s'inscrit en réalité dans une école de tradition révolutionnaire de 1789 », indique le constitutionnaliste.

Dans son exposé, cet intervenant explique la nécessité de prévoir les mécanismes de son adaptation à la réalité pour qu'elle soit une Constitution pérenne. « Cette Constitution est d'une souplesse incroyable. On peut tellement la modifier au point même de changer la nature du régime y compris porter atteinte aux libertés publiques. Si la constitution est aussi permissive d'où vient qu'on se chicane sur la Constitution, surtout que le président de la République a la majorité au Parlement et dans les assemblées locales. Ainsi, on peut changer de République », poursuit-il.

La refondation de la Constitution

Refonder la loi fondamentale, a été l'une des recommanda-

tions de Joseph Noumazalaye Ilounga. Ainsi, cet intervenant voit la nécessité de prendre en compte, dans l'élaboration de la Constitution, les intérêts des jeunes et des femmes. « Les enjeux du futur ne sont pas abordés et aucun jeune n'est impliqué. Les femmes et les jeunes doivent participer activement dans le processus de révision de la loi fondamentale. Il est temps que les jeunes prennent part au débat sur la constitution », a-t-il recommandé.

Ainsi le débat était alimenté par les questions touchant essentiellement à la gouvernance politique, la dimension actuelle de la souveraineté du Congo, la révision de la Constitution, et l'autonomisation de la justice congolaise. Sujet à controverse, les acteurs de toutes obédiences ont été édifés, non pas pour tirer des conclusions mais pour une ouverture d'esprit afin de servir de relai à d'autres citoyens.

Josiane Mambou Loukoula

VIE DES PARTIS

Passation définitive des pouvoirs à l'UFD

L'acte de transfert officiel des pouvoirs administratifs, entre Martin Ntsiba, président sortant, et Josué Rodrigue Nguonimba, le président nouvellement élu de l'Union des forces démocratiques (UFD) a eu lieu le 6 juin dernier à Brazzaville.

L'Ufd vient ainsi de couronner son processus de renaissance décidé à Sibiti à l'occasion du congrès tenu du 24 au 26 avril 2015. Élu par les congressistes venus des douze départements du pays, et de Brazzaville, Josué Rodrigue Nguonimba n'avait reçu que les symboles du parti.

Il revenait à Martin Ntsiba, fait lors de ces assises président d'honneur de l'Ufd, de réunir les documents administratifs à léguer au nouveau président. La cérémonie de Brazzaville permet au désormais patron de l'Ufd d'hériter de l'ensemble de la documentation. « Des pleins pouvoirs » politiques pour ce député de Djambala, actuellement ministre de la République.

En termes de défis à relever, Josué Rodrigue Nguonimba doit



Josué Rodrigue Nguonimba et Martin Ntsiba

travailler, ou réfléchir, sur cette recommandation des congressistes : réviser l'accord entre l'Ufd et le Parti congolais du travail (PCT) conclu en 2001 à Libreville au Gabon. Il prend les rênes de l'Ufd à l'heure où le débat politique reste dominé par le changement ou non de l'actuelle Constitution, la nécessité ou non d'aller à un dialogue national, etc.

Des questions auxquelles, pour rappel, il avait répondu, depuis

Sibiti, en rappelant aux cadres et militants de son parti l'engagement du 20 janvier 2015 à Brazzaville quand l'Ufd signait la déclaration des partis, associations et individualités de la majorité présidentielle relative au changement de la Constitution du 20 janvier 2002.

L'Ufd a été créée, en 1991, par feu David Charles Ganao dans l'euphorie de l'entrée du Congo à la démocratie pluraliste.

Jocelyn Francis Wabou

AVIATION

Le Congo présent à Miami

Les patrons de l'industrie aérienne se réunissent depuis le 7 juin à Miami aux Etats-Unis à un double évènement de l'Association internationale du transport aérien (IATA), qui porte sur l'assemblée générale et le sommet mondial du transport aérien. La République du Congo est représentée par la directrice générale d'Equatorial Congo Airlines (Ecair), Fatima Beyina Moussa.

Ces nombreux dirigeants de compagnies africaines échangeront sur le développement du secteur en partenariat avec leurs gouvernements respectifs.

En effet, l'IATA est le principal groupe de pression représentant l'industrie du transport aérien. Elle compte parmi ses membres les compagnies de vol long-courrier. Elle a joué un rôle moteur par ses efforts de lobbying des plus grosses compagnies aériennes contre les législations climatiques et pour ses promesses de réductions d'émissions jugées fausses. Malgré les informations justifiant que le transport aérien est la source d'émissions de gaz à effet de serre, l'IATA affirme que ce transport contribue à la stabilisation des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère en optimisant constamment sa consommation de carburant et sa production de CO2.

Dans le cadre de cette rencontre de Miami, la directrice générale d'Ecair compte s'investir afin que la compagnie congolaise s'intègre dans une véritable stratégie de coopération entre les compagnies aériennes africaines. « Nous avons inauguré la semaine dernière notre troisième ligne intercontinentale Brazzaville-Beyrouth, en partenariat avec Trans Air Congo. Nous sommes en voie de finaliser des accords de partage de codes avec South African Airways et Ethiopian Airline », a souligné le numéro Un d'Ecair. Fatima Béyina Moussa est persuadée que les compagnies africaines peuvent développer la connectivité sur le continent et se réapproprier le marché aérien. Cependant, pour y parvenir, la coopération s'impose entre elles. Le temps de compagnies nationales jouant cavalier seul dans leur pré-carré est révolu, le secteur étant soumis à une concurrence plus intense que jamais.

Notons que parmi les patrons de l'industrie aérienne figurent les présidents directeurs généraux de Royal Air Maroc, Ethiopian Airlines, EgyptAir, Air Botswana. À leur arrivée, ils se sont entretenus avec le directeur général de l'IATA, Tony Tyler. Ce dernier leur a réitéré son appel à s'unir avec les gouvernements pour développer le secteur aérien sur le continent.

Nancy France Loutoumba

JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT

Le thème de la 43^e journée recommande la consommation modérée

La communauté internationale célèbre le 5 juin de chaque année la Journée mondiale de l'environnement. A l'orée de la célébration de cette 43^e journée, le gouvernement de la République du Congo, par le biais du ministre du Tourisme et de l'environnement, Josué Rodrigue Nguonimba, a prononcé une déclaration y relative.

La journée mondiale de l'environnement constitue une opportunité pour les Nations unies, de sensibiliser la population mondiale sur les préoccupations environnementales du moment, afin de susciter une conscience citoyenne en faveur de l'environnement. C'est sur le thème : « Sept milliards de rêves. Une seule planète. Consommons avec modération » retenu cette année par les Nations unies que cette 43^e journée est célébrée. C'est un thème qui indique clairement l'existence d'effets fortement négatifs de l'homme sur l'environnement par souci de son bien-être.

Josué Rodrigue Nguonimba a déclaré : « La consommation avec modération que nous recommandons le présent thème incite à une utilisation rationnelle des ressources naturelles, afin d'assurer leur pérennité et ainsi penser aux générations futures. Notre mode de vie et notre type de consommation sont parmi les causes des perturbations de l'environnement traduites entre autres par les changements climatiques, la perte de la biodiversité et la dégradation des terres. » A propos du climat, le ministre congolais a déclaré que le cinquième rapport du groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) souligne la

responsabilité de l'homme dans le dérèglement du système climatique. En effet, il est noté clairement l'influence humaine sur le système climatique. Par exemple, les émissions de gaz carbonique à partir de la combustion du fuel fossile et des procédés industriels ont contribué à environ 78% dans l'augmentation totale de gaz à effet de serre entre 1970 et 2010. Globalement, la croissance économique et la croissance démographique continuent à être les plus importants moteurs des augmentations des émissions de gaz carbonique.

En relation avec ces préoccupations et après la fin de la première période d'engagement relative à la réduction des émissions des gaz à effet de serre par les pays industrialisés et les pays en transition vers l'économie de marché, depuis 2011, la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (Cnucv) a créé le groupe de travail spécial sur la Plate-forme de Durban pour une action renforcée (ADP). L'ADP, poursuit-il, a pour objectif d'élaborer au terme de 2015 : « un protocole, un autre instrument juridique ou un texte convenu d'un commun accord ayant valeur juridique, applicable à toutes les parties » et de « relever le niveau d'ambition des efforts d'atténuation, l'objectif

étant que toutes les parties fassent le maximum d'efforts en faveur de l'atténuation ».

Ainsi, au cours de cette année 2015, la conférence des Parties de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques se tiendra à Paris, en décembre. Elle devrait aboutir à un nouvel accord international sur le climat, universel et durable, applicable à tous les pays. Ceux-ci sont invités à fournir leurs contributions prévues déterminées au niveau national, pour exprimer leur volonté à réduire les gaz à effet de serre. La République du Congo a déjà lancé le processus d'élaboration de ce document politique et technique. D'où, le gouvernement congolais remercie tous les partenaires qui l'ont appuyé dans ce travail.

La journée mondiale de l'environnement que nous célébrons aujourd'hui est une opportunité donnée à tout le monde de comprendre que la protection de l'environnement est une responsabilité partagée, comme le souligne le secrétaire général des Nations unies Ban Ki moon : « Même si les choix individuels peuvent sembler insignifiants face à des menaces et des tendances mondiales, lorsque des milliards de personnes unissent leurs forces pour un but commun, il est possible de faire une diffé-



Le ministre Josué Rodrigue Nguonimba

rence énorme ». C'est aussi l'occasion d'exprimer notre adhésion à l'appel de Lima à l'action climatique. L'heure est donc venue, pour une action mondiale conjuguée, où les pouvoirs publics, le secteur privé, les ONG et associations, les populations locales et autochtones devraient se montrer créatifs dans la façon de gérer les ressources qui sont déjà fragilisées, et de lutter contre les effets néfastes des changements climatiques. L'objectif étant d'éradiquer la pauvreté et de parvenir à une prospérité partagée entre les générations présentes et à venir, en accord avec la préservation de l'environnement. « Nous devons, pour cela, travailler dans le cadre de la communauté internationale, en faveur d'une action mondiale, pour construire un monde véritablement plus sûr et

plus durable. »

Au Congo, a ajouté Josué Rodrigue Nguonimba, de nombreuses initiatives sont en cours et des efforts sont menés par le gouvernement en vue de contribuer à la préservation de l'environnement mondial, à l'exploitation rationnelle des ressources naturelles, ceci à la lumière du projet de société, « le Chemin d'Avenir ». Ces efforts combien louables, méritent d'être poursuivis avec l'implication de tous les acteurs. « Ensemble avec les partenaires au développement, nous devons renforcer la coopération multilatérale pour que les « sept milliards de rêves » fondent une société viable dans laquelle chacun pourrait satisfaire ses besoins, tout en respectant les capacités de régénération de la planète. »

Bruno Okokana



BP06 Cité du Djoué
Brazzaville CONGO

AVIS D'APPELS D'OFFRES

Le Bureau régional pour l'Afrique de l'Organisation mondiale de la Santé a le plaisir d'annoncer l'ouverture de deux appels d'offres (AFRO/048/2015 et AFRO/049/2015), à travers lesquels il désire sélectionner :

1. Appel d'offres n° AFRO/048/2015 : un Bureau d'études qui sera chargé de réaliser le diagnostic du fonctionnement (un état des lieux exhaustif) de tous les réseaux (approvisionnement en eau potable, évacuation des eaux usées et des eaux vannes), du bâtiment principal de la cité-du Djoué y compris les différents appareillages sanitaires qui s'y trouvent ;

2. Appel d'offres n° AFRO/049/2015 : une entreprise qui sera chargée de l'exécution des travaux d'extension du laboratoire de contrôle de qualité de l'eau du réseau interne de la Cité du Djoué.

Les cahiers des charges y afférant (avec les détails techniques) sont disponibles jusqu'au

19 juin 2015, entre 9H et 13H du lundi au vendredi auprès du Bureau N° 21 à « L'Estate, OMS-AFRO ».

Les sociétés intéressées sont invitées à soumissionner.

Chaque offre devra comporter trois (3) volets :

• Le volet administratif qui comprendra les copies des documents à fournir par chaque société soumissionnaire, à savoir :

- l'extrait du Registre du commerce ;
- la pièce d'immatriculation aux impôts (NIU) ;
- la patente de l'année en cours ;
- l'attestation de non faillite
- l'attestation de moralité fiscale.
- l'identité bancaire.

• Le volet technique sera composé des éléments suivants :

- l'expérience professionnelle ;
- les qualifications du personnel clé (avec CVs) ;

- les références des travaux similaires déjà réalisées ;
- la méthodologie (pour les bureaux d'études uniquement).
- le Planning de mise en œuvre

• Le volet financier devra comporter les prix hors taxes des prestations. .

La soumission présentée sous pli fermé en deux exemplaires dont un original devra comprendre l'offre administrative, l'offre technique et enfin l'offre financière. L'enveloppe contenant ces trois offres devra porter la mention « Confidentiel » + « référence de l'appel d'offres », et sera déposée au plus tard lundi 22 Juin 2015 à 14h00 à l'adresse suivante :

Organisation mondiale de la santé
Bureau Régional pour l'Afrique
BP 6

Bureau de GMC N° 129 (1er étage)

Cité du Djoué

Brazzaville - Congo

Une visite collective des lieux sera organisée lundi 15 Juin 2015 à 10 Heures suivant le programme ci-dessous :

- 10H00 à 10H30 : séance de briefing dans la salle N° 18 à l'Estate ;
- 10H30 à 11H00 : visite de reconnaissance des lieux ;
- et 11H00 à 11H30 : séance de questions/réponses.

Notes :

La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

Toute demande de renseignements complémentaires doit être adressée à l'adresse électronique suivante : afrgoafrobids@who.int

Le Bureau Régional de l'Afrique de l'OMS.

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Le chef de l'État m'a dit que les consultations en cours avaient pour but l'organisation du dialogue national... C'est l'occasion de négocier le tournant historique qui est devant nous. »

Martin Mberi, ancien ministre d'État, interrogé par la presse, le 26 mai 2015 à Brazzaville

« Le véritable socialisme, c'est celui dans lequel chacun travaille pour tous les autres, et où la récompense finale est partagée équitablement entre tous. C'est ainsi que je vois le football et c'est ainsi que je vois la vie. »

Bill Shankly, légendaire entraîneur de Liverpool (1959-1974), cité par Jean-Emmanuel Ducoin dans Humanité.fr, 05 juin 2015

« Les élites asiatiques ont mieux utilisé leurs ressources de la prédation, de la corruption en faisant confiance en leurs institutions. C'est le contraire avec les élites africaines, qui ont consacré leurs ressources à des placements à l'extérieur ou à des consommations somptuaires. »

Pr. Moustapha Kasse, Doyen honoraire, Membre de l'Académie, Sénégal, Le Quotidien, 22 mai 2015

« C'est une évidence que l'alternance démocratique, tout comme la circulation des élites sont nécessaires à la respiration démocratique, pas seulement au niveau de l'État mais aussi au niveau des partis politiques qui aspirent à conquérir l'appareil d'État. »

Pr Augustin Loada, Burkina Faso, Le Faso.net, 31 mai 2015

« Si l'école est l'hôpital de l'esprit, alors les cours, les exercices et les devoirs ne peuvent pas être les mêmes pour tous. Croire que délivrer le même traitement à tous les malades suffirait à les guérir tous, c'est oublier les effets indésirables. »

Mickaël Panel, professeur des écoles de l'académie de Rouen, Libération, 1er juin 2015

ABONNEZ-VOUS

Votre journal au bureau ou à domicile

Contact : 05 532 01 09
Brazzaville

84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso, Mpila Centre ville

Bureau de Pointe-Noire

Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).

Tél. (+242) 06 963 31 34

Les Dépêches de Brazzaville
L'actualité au quotidien

AFFAIRES FONCIÈRES

Les acquéreurs des parcelles du site Bikoula-Tchimana 1 demandent justice

En séjour à Brazzaville le président du Comité des acquéreurs des parcelles du site Bikoula-Tchimana 1 (arrondissement 5 Mongo-Mpoukou Pointe-Noire), Gilbert Dollo, a animé, le 8 juin, à l'aumônerie universitaire, une conférence de presse au cours de laquelle il a dénoncé les décisions inacceptables prises de façon unilatérale par le ministre de tutelle au détriment du strict respect des procédures.



De gauche à droite le président du comité et le propriétaire foncier du site Bikoula-Tchimana

En effet, le document publié par le Comité des acquéreurs dénonce de nombreuses dérives, allusion faite à « la parole non tenue à l'endroit des expropriés qui jusque-là n'ont jamais été indemnisés, malgré une longue attente de deux ans ».

Le staff dirigeant du comité tient à préciser que les services habilités de l'État chargés de veiller au patrimoine national et de l'urbanisation avaient bel et

bien validé les plans de lotissement des terres de la famille Bikoula. C'est à base de ces deux plans légalement établis que les acquéreurs avaient pu obtenir des autorités compétentes de l'État des titres fonciers au motif que ceux-ci ne sont délivrés que si le cadastre a déjà dressé les plans de la zone.

« Pour la gouverne collective, une partie de la zone saccagée a bénéficié de la visite de Ma-

dame Bouanga, agent de l'entreprise MPC. Au cours de celle visite, elle a rassuré les potentiels sinistrés du droit inconditionnel d'expropriation dans les meilleurs délais et promis de donner du travail aux jeunes désœuvrés (aujourd'hui devenus des sinistrés désœuvrés) », poursuit la déclaration.

Rappelons que le chef de l'État avait dépêché son conseiller aux affaires domaniales et foncières en vue d'un recensement de tous les sinistrés qui étaient ensuite appelés à constituer des dossiers devant permettre de résoudre la question d'expropriation par l'entremise de la société MAG Potasse Congo. Cette initiative n'a pu apporter de fruit au motif que la zone concernée se situerait dans le périmètre de reboisement, zone classée dans le domaine de l'État. une démarche que le comité a qualifié comme étant « la raison du plus fort », souligne la déclaration.

En conséquence, conclut le président du comité des acquéreurs Gilbert Dollo, « la décision est simple, nous sollicitons du chef de l'État un arbitrage dans cette affaire ».

Guillaume Ondzé

CUVETTE-OUEST

Trois fillettes disparaissent dans une savane du district d'Okoyo

Ces fillettes originaires du village Ongali situé à quelques kilomètres du district d'Okoyo, âgées respectivement de 7 ans, 5 ans et 4 ans, poursuivant leur mère partie pour le champ depuis trois jours, auraient emprunté un chemin opposé, avant de s'égarer dans la savane, a annoncé dimanche la radio nationale captée à Brazzaville.

En effet, selon la même source, les fillettes auraient plutôt pris par ignorance la voie qui mène au village kipouya 2 situé à plus de 40 kilomètres d'Okoyo, une voie du reste moins fréquentée par les habitants de la contrée. Les recherches engagées par la population ont permis de

retrouver tard dans la nuit, à environ 20 kilomètres du village, deux d'entre elles « vraisemblablement très épuisées et marchant péniblement », alors que la troisième fillette était restée quant à elle introuvable. La force publique a été invitée par le préfet de la Cuvette-Ouest, Gilbert Mouanda-Mouanda, à intensifier les recherches sous la coordination du sous-préfet d'Okoyo, Gaspard Nkinka, en vue de la localiser. Les parents de cette dernière, Romain Ngoteni et Marine Olanda ont eux aussi été invités par le Préfet « à ne pas baisser les bras et à garder la foi ».

Ce couple s'est malheureusement séparé quelques jours seulement avant cette disparition des enfants, du fait des bagarres répétées à coups de machette. Ce qui donne libre cours à plusieurs spéculations dans le village, du fait que la femme avait formellement interdit aux enfants de fréquenter leur père et tout autre membre de la famille paternelle.

Le préfet Mouanda-Mouanda qui a fait le déplacement d'Okoyo a remis une somme de 50.000 FCFA aux deux filles déjà retrouvées pour leur « permettre d'oublier la souffrance subie ».

Jean Kodila

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IIPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iiprc-training.org



Une expertise à votre portée

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Formation en passation des marchés publics (Travaux, Fournitures et Services)	5 jours	1 au 5 juin 2015
Comment prospecter efficacement et gagner de nouveaux clients ?	3 jours	9 au 11 juin 2015
La fiscalité du patrimoine : perfectionnement	3 jours	14 au 18 juin 2015
La satisfaction client et l'exploitation des réclamations	3 jours	23 au 25 juin 2015

* Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

FONDATION PERSPECTIVE D'AVENIR

Une caravane pour offrir des soins gratuits à la population

Le lancement officiel du Programme de santé communautaire (PSC) initié par le député Denis Christel Sassou Nguesso, président de la Fondation Perspectives d'avenir a eu lieu le 6 Juin à l'hôpital général de Loandjili à Pointe-Noire en présence des responsables des départements de Pointe-Noire et du Kouilou, du corps médical et des bénéficiaires.

L'enjeu du Programme de santé communautaire est d'apporter une contribution pertinente à travers des actions visant la réduction de la mortalité et de la morbidité des Congolais grâce à une offre gratuite de soins à travers une stratégie mobile dans les départements du Congo. Ce programme vise aussi à accompagner l'action du gouvernement dans sa politique de promotion de la santé. Le PSC prévoit pour 2015 le déploiement d'une stratégie mobile en soins de proximité avec Pointe-Noire comme point de départ et Ouessou comme point d'arrivée. « Pour baisser le taux de mortalité et de morbidité au Congo, le président de la Fondation Perspectives d'avenir a instauré une politique visant à amener l'hôpital vers les malades parce que la plupart du temps ceux qui sont en souffrance, ce sont eux qui n'ont pas de moyens. Pointe-Noire est donc la première expérience du genre où est déployé un hôpital mobile avec des équipements de pointe et des médecins chevronnés. Ainsi, les médecins peuvent consulter avec aisance

et confirmer le diagnostic », a dit le Dr Emmanuel Koutaba, chef de service chirurgie pédiatrique au CHU de Brazzaville, coordinateur technique du programme.

Les opérations « Caravane santé » qui vont se dérouler dans les principales localités du pays constituent une nouvelle étape des actions que le promoteur du PSC, Denis Christel Sassou Nguesso veut mener en faveur de la santé de ses compatriotes. Sur tous les sites, les différentes activités seront regroupées en cinq pôles à savoir le pôle chirurgie et kinésithérapie (chirurgie générale, chirurgie pédiatrique, Orl, ophtalmologie et stomatologie notamment au travers de la chirurgie bucco-maxillo-faciale, le pôle médecine comprenant la médecine générale, la cardiologie, la pédiatrie et la diabétologie, le pôle anesthésie (anesthésie -réanimation), le pôle explorations biologiques où sont pratiqués l'hématologie, la parasitologie, la bactériologie et l'immunologie, le pôle Imageries médicales et radiodiagnostic au sein duquel seront pratiqués : l'IRM,

l'échographie et la radiologie. En félicitant l'initiative du président de la Fondation Perspectives d'avenir, Jérémie Mouyokani, délégué du représentant de l'OMS au Congo a dit « À travers le monde et dans la

côtés des partenaires institutionnels tels l'OMS, le ministère de la Santé et de la population, le ministère des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité d'accompagner le Projet du hef de l'Etat, «le

sites quand ces derniers sont situés dans des zones reculées », a renchéri Denis Christel Sassou Nguesso et d'ajouter, « une carte électronique sera remise à chaque patient. Elle renfermera les informations



Une vue des installations de l'hôpital mobile à Loandjili crédit photo «Adiac»

région africaine de l'OMS, le secteur de la santé est caractérisé par la multiplicité des acteurs qui interviennent. On assiste à l'émergence de nombreuses initiatives privées en faveur du secteur santé. Aussi, le partenariat occupe une place de plus en plus importante dans les processus de développement du pays et dans l'offre de santé. Et le Congo n'échappe pas à cette tendance ».

Selon le député Denis Christel Sassou Nguesso, président de la Fondation Perspectives d'avenir, ce programme traduit l'engagement de la Fondation aux

Chemin d'avenir. « Le principe des hôpitaux mobiles est assez simple, il s'agit d'apporter l'hôpital à ceux qui ne peuvent s'y rendre en raison de la distance et parfois pour cause de moyens suffisants. Des camions itinérants dotés d'équipements de pointes dans les domaines aussi variés que la chirurgie, la radiologie, l'imagerie par résonance magnétique (IRM), la stomatologie, l'ophtalmologie... seront installés sur les sites pour dispenser des soins sur place. En outre, les ambulances seront chargés de transporter les malades sur les

médicales. Cette carte est personnelle et confidentielle. Elle est peut-être la préfiguration d'une carte individuelle de santé au Congo. Nos hôpitaux itinérants fonctionneront sur la base de principes directeurs que sont la gratuité de soins, la mobilité des médecins et la traçabilité des patients pour un meilleur suivi médical ».

Près de 10.000 patients sont attendus jusqu'au 6 juillet dans les différents sites de Pointe-Noire à savoir : Hôpital général de Loandjili, l'Hôpital général Adolphe Sicé et l'hôpital de base de Tié Tié.

Hervé Brice Mampouya

SANGHA

Évasion d'une cinquantaine de prisonniers à Ouessou

L'événement s'est produit le vendredi 5 juin, le jour-même où des élèves étaient descendus dans la rue pour manifester leur mécontentement suite à l'annulation du Baccalauréat.

Au total, 53 prisonniers seraient en cavale. Une source locale suppose que ces prisonniers auraient profité de ce que l'attention des éléments chargés de la sécurité de la Maison d'arrêt était détournée par le match qui se jouait dans cette ville du Nord-Congo entre Étoile de la localité et Étoile du Congo venue de Brazzaville.

À propos du profil des « prisonniers fugitifs », de nombreux témoignages, quasi concordants, parlent de trois d'entre eux, accusés, ou détenus, pour des faits d'enlèvement, de crimes rituels appelé « phénomène kata-kata ». Le grand contingent de ces évadés est composé de trafiquants d'ivoire et autres catégo-

ries de braconniers. Les mêmes sources ne signalent aucune évasion parmi les détenus transférés de Brazzaville pour y purger leurs peines après que le tribunal avait rendu le verdict. Allusion certainement aux condamnés de l'affaire du 4 mars 2012.

Sur les conditions de cette évasion, un témoin indexe « les structures pénitentiaires défectueuses à Ouessou », où « aucun effort de modernisation n'est entrepris, pas plus que le renforcement des mesures de sécurité ».

Sur place, la population ne semble pas se préoccuper de cette évasion que de nombreux citoyens disent ne pas avoir connaissance. Peut-être parce que la ville est plus tournée vers les préparatifs de la fête nationale du 15 août avec, en avant-première, la célébration, le 10 juin, de la Journée de l'unité et de la concorde nationale qui symbolise la fin de la conférence nationale souveraine de 1991.

Les Dépêches de Brazzaville

DISPARITION

Décès à Paris du docteur Damas Bozongo

La mort de ce spécialiste en chirurgie thoracique survenue, le 06 juin en France, à l'hôpital américain de Paris, situé à Neuilly-sur-Seine attriste de nombreux brazzavillois, précisément sa famille politique, le Parti congolais du travail (PCT).

Très récemment, l'illustre personnalité avait effectué pour le compte du Congo, un séjour de travail à Cuba. À son retour au pays, il a marqué une escale à Paris pour des raisons de maladie, avant d'en succomber malheureusement quelques semaines plus tard.

Sur le plan politique, il fut membre du comité central du parti Congolais du travail (PCT) élu à l'issue du 6ème congrès extraordinaire tenu en 2011, ancien président de la sous-commission santé des travaux préparatoires en vue de la création de la Force montante congolaise (FMC) en 2013

et ancien membre du comité central de l'Union de la jeunesse socialiste Congolaise (Ujsc).

Le docteur Bozongo médecin fut diplômé de la faculté de médecine de Lyon. Il a évolué au Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville en qualité de chef de service. Il fut également enseignant à la faculté des sciences de la santé (Fssa) où il exerçait en qualité de maître-assistant. Il a occupé les fonctions de directeur général de la Santé (Dgs) au ministère de la Santé et de la population de 1997 à 2008, avant d'être nommé conseiller spécial chargé de la santé du ministre de la Santé et de la population. Il a occupé cette fonction jusqu'à sa mort. Le communiqué du secrétaire général du PCT, Pierre Ngolo qui annonçait ce décès n'a pas indiqué la date du rapatriement de la dépouille mortelle ainsi que des obsèques.

Fortuné Ibara





Assurances et Réassurances du Congo

« Votre réussite, nous être à l'écoute ! »

Agence RCP Avenue de la République - BP 114 - 240 23 201 21 04 (23 201 11 04)
 Agence PNR : 128, Avenue Tsimba Tsimba - BP 1 - 240 23 201 46 67 - 04 13 98
 Email : ardc@congo.cg - www.ardc.cg

Assurance Incendie	Assurance Santé
Assurance Transport	Assurance Construction
Assurance Multirisque Habitation	Assurance Médicale
Assurance Global Risque	Assurance Voyage
Assurance Responsabilité Civile	Assurance Énergie
et...	

Une équipe jeune et dynamique à l'écoute de vos besoins

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Le G7 s'engage à réduire de 2°C la hausse de la température moyenne

Les sept pays les plus riches du monde (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) se sont réunis les 7 et 8 juin en Allemagne. Les points culminants, qui ont été à l'ordre du jour de ce sommet, sont : le réchauffement climatique mondial, la crise en Ukraine, la situation au Proche orient, l'économie mondiale, la politique étrangère et la sécurité avec la montée de la menace terroriste et la politique d'aide au développement.

Dans un communiqué rendu public à l'issue de la réunion, les sept pays ont réaffirmé leur « ferme » détermination à adopter un accord lors de la conférence sur le climat (COP21), qui aura lieu en novembre et décembre prochain à Paris.

« Cet accord doit améliorer la transparence et la responsabilité, notamment en comportant des règles contraignantes pour assurer le suivi des progrès en matière de réalisation des objectifs, ce qui favoriserait un niveau accru d'ambitions au fil du temps », annonce le communiqué.

« Cela devrait permettre à tous les pays de bénéficier d'une trajectoire de développement résilient et sobre en carbone, compatible avec l'objectif général de maintenir la hausse de la température moyenne dans le monde au-dessous de 2°C », précise

le texte. Les scientifiques estiment que sur la base des émissions de gaz à effet de serre, (GES) et des mesures de réduction promises, la température mondiale augmentera de 4°C en moyenne d'ici 2100. Les sept pays réaffirment également leur engagement, pris à Copenhague en 2009, de mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 pour lutter contre les conséquences du changement climatique.

La Russie était absente à ce conclave pour la deuxième année consécutive, exclue par les pays occidentaux en raison de son rôle dans la crise au sud-est de l'Ukraine et son rattachement à la Crimée (Vladimir Poutine a ratifié le traité

d'adhésion de la Crimée et de Sébastopol à la Russie). Au premier jour de la rencontre, les présidents Barack Obama et Angela Merkel avaient estimé que les sanctions devaient rester en place jusqu'à ce que la Russie « respecte la souveraineté ukrainienne ».

Par ailleurs, la présidence allemande a voulu que le G7 soutienne et fasse avancer le plan de lutte contre les pandémies élaboré par la Banque mondiale, et se range derrière les différentes initiatives en cours pour faire avancer la recherche sur Ebola. Il s'agit encore de définir de nouveaux objectifs dans la lutte contre la faim et de s'attaquer à l'éducation et

à la formation des filles et des femmes dans le monde.

Muhammadu Buhari, le dirigeant africain le plus attendu à ce sommet a présenté ses doléances au groupe des pays les plus industrialisés du monde. Ses revendications ont porté sur la lutte contre le groupe islamiste Boko Haram, la corruption et le développement de l'économie.

En plus, il s'est entretenu également avec le président Français François Hollande. Engagée au Mali avec 3.000 soldats, la France a encouragé ces derniers mois la coopération militaire entre le Nigeria et ses voisins (Tchad, Niger, Cameroun) contre Boko Haram.

Yvette Reine Nzaba



RECHERCHE SON CHEF COMPTABLE (H/F)

Rattaché (e) au Directeur Administratif et Financier, il (ou elle) est en charge de l'animation du Service comptable.

Diplômé(e) d'une grande école de commerce/gestion (Bac + 5) et d'un diplôme en comptabilité, le candidat pourra se prévaloir d'une expérience réussie de 3 à 5 ans dans un environnement professionnel structuré.

Au terme de 3/5 années de réussite professionnelle le chef comptable pourra évoluer au sein du Groupe CFAO localement ou à l'expatriation.

Le poste est basé à Pointe-Noire.

Le candidat devra faire preuve des qualités suivantes :

- Rigueur, précision et capacité de s'autocontrôler,
- Capable de travailler en équipe, de déléguer et de communiquer,
- Professionnel et intègre

La maîtrise des logiciels comptables, des normes comptables et des règles fiscales est un pré-requis et la pratique de l'anglais est un atout.

VOTRE DOSSIER DE CANDIDATURE devra contenir :

- Une lettre de motivation
- Un curriculum vitae avec photo d'identité ;

Adresser votre candidature à la Direction Générale de CFAO MOTORS CONGO (BP 1110, 13 rue Côte Matève Pointe-Noire) avec la référence DG/poste CC PNR

LIBYE

Des pourparlers de tous les espoirs se tiennent au Maroc

Alors que les négociations politiques inter-libyennes ont repris le lundi 8 juin à Skhirat, la population libyenne s'impatiente de voir les acteurs politiques parvenir à conclure un accord en vue de soulager les difficultés qui les assaillent depuis le début de la guerre civile opposant les islamistes aux libéraux.

Cette réunion, la quatrième du genre organisée au Maroc, discute d'un nouveau projet d'accord politique basé sur les derniers apports des parties prenantes. Les pourparlers de Skhirat sont donc ceux de tous les espoirs : les acteurs politiques libyens sont condamnés à parvenir à un consensus pour mettre fin à la crise et cela, pour plusieurs raisons. Parmi ces raisons, il faut citer le fait que le pays est au bord du gouffre. « La situation économique en Libye est catastrophique », a indiqué le chef de la Mission des Nations unies en Libye (Manul), Bernardino Leon, notant que la Banque centrale et les administrations ne seront pas en mesure de continuer à payer les salaires.

Des observateurs conviennent de souligner que la situation financière est si mauvaise que ce pays pourrait bientôt ne plus être en mesure de fonctionner en tant qu'Etat. Ils avancent, en ce qui

concerne la production pétrolière, qu'elle a baissé ; et même si elle repartait à la hausse, le déficit actuel ne pourrait être surmonté ; alors que les finances publiques resteraient dégradées. Les institutions et les gouvernements sont en concurrence et s'obstinent à ne pas conclure d'accord alors que le groupe terroriste Etat Islamique (EIL/Daech) progresse dans le pays.

En attendant l'issue que prendront les négociations au Maroc, le chef de la Manul fait état de l'impatience de nombreux Libyens. Ils réclamaient depuis un certain temps la reprise rapide du dialogue et souhaitent à présent que les acteurs politiques de leur pays saisissent l'opportunité qu'offrent ces dernières discussions pour accélérer le processus du dialogue.

« La Mission a reçu des milliers de messages de libyens très préoccupés par la détérioration des conditions de vie dans leur pays », a indiqué la Manul dans un communiqué. La force de maintien de la paix de l'ONU dans ce pays s'est dit persuadée que cette série de pourparlers sera « décisive ». Elle a estimé qu'il s'agit d'un « moment crucial » du processus de dialogue politique inter-libyen. Pour ce faire, la Manul a appelé toutes les parties en Libye « à assumer leur responsabilité dans l'intérêt

supérieur du pays ». La force de paix des Nations unies en Libye s'est par ailleurs félicitée de la décision récente du Congrès général national de Tripoli de participer à ce dernier cycle de pourparlers.

Devant la précarité de la situation en Libye et les combats qui s'y déroulent, l'envoyé spécial de l'ONU estimait récemment lors d'une réunion entre acteurs politiques libyens en Algérie, que la seule issue à la crise dans ce pays est de convenir sans plus tarder à un gouvernement et un cadre qui permettra à ce gouvernement de fonctionner. « Nous pourrions peut-être arriver à un accord parfait (...). Mais si le pays s'effondre économiquement et financièrement, et si Daech contrôle maintenant une partie importante de Syrte et continue d'attaquer et de contrôler d'autres villes, quelle serait l'inutilité de ce texte, si le pays ne fonctionne plus », s'était-il interrogé.

La Libye, rappelons-le, compte actuellement deux gouvernements et deux Parlements, l'un à Tripoli, non reconnu est dominé par les islamistes tandis que l'autre est à Tobrouk, dans l'est du pays. Ce dernier parlement formé en majorité de députés libéraux est soutenu par la communauté internationale.

N.N'G.

Groupe M
Recodis

Cabinet conseil et d'étude en sécurité
Tél : 06 602 15 68
E.mail : jacqueshemsson@yahoo.fr

Vous qui souhaitez mettre en vente un véhicule, un terrain ou tout autre bien.

Vous qui voulez percevoir de l'argent rapidement sans tracasseries et en toute anonymat, venez-vous faire enregistrer ;

Donnez les caractéristiques de votre bien et nous nous chargerons de vous mettre en contact avec des potentiels acheteurs.

Vous qui souhaitez vendre un bien rapidement à un prix raisonnable, vous qui recherchez un bien à un montant raisonnable, contacter nous et passez nous votre commande grâce à notre base de données et nous nous chargerons de trouver pour vous ce dont vous avez besoin.

LE PAPE FRANÇOIS À SARAJEVO

Ville lacérée par les divisions ethniques

Le chef de l'Église catholique était samedi à Sarajevo, en Bosnie Herzégovine, un pays qui tente de surmonter les blessures de la guerre de 1992.

Il y a quelques similitudes entre la ville de Sarajevo et certaines situations vécues par des villes africaines. Dans les années 1990, les craquements en Europe de l'Est annoncent l'écroulement de l'ancien bloc communiste (ou soviétique). La Yougoslavie se fissure : ancienne République fédérative, elle se déchire dans une guerre opposant Serbes, Croates et Bosniaques. Et aussi les religions. Aux côtés des musulmans, la Bosnie-Herzégovine est habitée par des chrétiens, dont une majorité est orthodoxe. Aujourd'hui encore les séquelles de la guerre sont visibles ; la présidence est collective et assumée par les représentants des trois communautés. Et cela semble fonctionner !

C'est à cette mosaïque de peuples et de croyances que le pape François, chef de l'Église catholique assez préoccupé de dialogue et de collaboration entre les religions, a dédié samedi son 8^e voyage apostolique (son 3^e



Le pape François a célébré une messe devant 65 000 fidèles rassemblés dans le stade olympique. Sarajevo, le 6 juin 2015 (DR).

en Europe). « Je suis venu comme pèlerin de paix et de dialogue. Je suis heureux de voir les progrès accomplis, pour lesquels il faut remercier le Seigneur et de nombreuses personnes de bonne volonté. Mais il est important de ne pas se contenter de ce qui a été réalisé jusqu'à présent,

croître la connaissance et l'estime mutuelles ».

Ce discours a semblé plaire à toutes les communautés ; le pape se tenant à équidistance entre elles, et ne donnant pas le sentiment de s'être plus particulièrement déplacé pour les seuls chrétiens ni même pour les seuls catholiques. Il a mis en garde

contre la tentation de replonger dans les dissensions violentes dont la Bosnie-Herzégovine est devenue le sym-

s'affrontent par le fait qu'il y a dans le monde de nombreux conflits armés. C'est une sorte de troisième guerre mondiale livrée par morceaux ;... un climat de guerre ».

Un peu tard, dans le courant de l'après-midi, le pape a aussi rencontré les prêtres catholiques mais aussi les différents responsables religieux (orthodoxes, protestants, juifs et musulmans). Dans un exercice qu'il affectionne particulièrement, il a réaffirmé la validité du dialogue entre les religions, « pas seulement une discussion sur les grands thèmes de la foi, mais une conversion sur la vie humaine ». Au moment où la violence religieuse s'acharne notamment contre les chrétiens dans le monde, il a rappelé que « le dialogue interreligieux ne peut pas se limiter aux seuls responsables des communautés religieuses, il devrait s'étendre autant que possible à tous les croyants, impliquant les diverses sphères de la société civile ».

Lucien Mpama

ÉNERGIES EN AFRIQUE

Le rapport Annan appelle à augmenter les investissements

Un nouveau rapport intitulé « Énergie, Population, Planète : Saisir les opportunités énergétiques et climatiques de l'Afrique », publié par l'Africa Progress Panel de Kofi Annan incite les pays qui connaissent des problèmes de pénurie d'électricité et autres coupures intempestives comme les deux Congo et d'autres États, à augmenter les investissements énergétiques dans leurs pays respectifs. Ce qui favorisera pour le continent un triple-gain en énergie, population et sauvegarde de la planète.

L'étude souligne que les gouvernements africains, les investisseurs et les institutions financières internationales doivent augmenter de manière significative leurs investissements dans le secteur énergétique de l'Afrique afin de libérer son potentiel de superpuissance en matière de faibles émissions de carbone. Ses auteurs appellent à « multiplier par dix la production actuelle d'énergie afin de garantir à tous les Africains l'accès à l'électricité d'ici 2030 ». Cela réduirait la pauvreté et les inégalités, stimulerait la croissance et assurerait le leadership climatique qui fait crucialement défaut sur la scène internationale.

« Nous rejetons catégorique-

ment l'idée selon laquelle l'Afrique doit choisir entre la croissance économique et un développement à faible émission de carbone », a déclaré l'ancien secrétaire général de l'ONU et président de l'Africa Progress Panel, Kofi Annan. « L'Afrique doit utiliser tous ses atouts énergétiques à court terme, tout en construisant les fondations d'une infrastructure énergétique à faible émission de carbone et compétitive », a-t-il ajouté.

D'après le rapport, 621 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité en Afrique subsaharienne alors que ce nombre ne cesse d'augmenter. Mis à part l'Afrique du Sud, qui produit à elle seule la moitié de l'électricité de

toute la région, cette partie du continent africain utilise moins d'électricité que l'Espagne. Cette pénurie d'énergie diminue la croissance de la région de 2 à 4 % par an, freinant les efforts destinés à créer des emplois et à réduire la pauvreté, souligne le texte. Le rapport parle d'une décennie de croissance et précise que malgré cela, « les écarts en production d'électricité entre l'Afrique et les autres régions s'élargissent ». Il indique que les ménages vivant avec moins de 2,50 dollars US par jour dépensent collectivement 10 milliards de dollars chaque année en produits énergétiques, tels que le charbon, le kérosène, les bougies et les torches. Sur une base unitaire, les ménages les plus pauvres d'Afrique dépensent environ 10 dollars/kWh pour l'éclairage, soit 20 fois plus que les ménages africains les plus riches. En comparaison, le coût national moyen de l'électricité est de 0,12 dollars/kWh aux États-

Unis et de 0,15 dollars/kWh au Royaume-Uni.

« Il y a une défaillance considérable du marché à ce niveau. Les technologies renouvelables à bas coût permettraient de réduire le prix de l'énergie, ce qui bénéficierait à des millions de foyers pauvres, créerait des opportunités d'investissement et réduirait les émissions de carbone », note l'étude. Il encourage les dirigeants africains à entreprendre une révolution énergétique qui permettra de raccorder les populations au réseau électrique et de répondre aux besoins des consommateurs, des entreprises et des investisseurs pour une électricité abordable et fiable.

Le Rapport 2015 sur les progrès en Afrique exhorte les gouvernements africains à faire cesser la corruption. De même il les incite à rendre la gouvernance des services publics plus transparente, renforcer la réglementation et augmenter les dépenses

publiques en matière d'infrastructures énergétiques. Les gouvernements y sont aussi exhortés à rediriger les 21 milliards de dollars US dépensés en subventions pour des services publics inefficaces et pour une consommation énergétique déficitaire - qui profitent essentiellement aux riches - vers des subventions pour le raccordement au réseau électrique et des investissements dans les énergies renouvelables.

Il faut aussi noter l'appel lancé en vue du renforcement de la coopération internationale afin notamment de combler le manque de financement dans le secteur énergétique de l'Afrique, estimé à 55 milliards de dollars par an jusqu'en 2030. Ce montant comprend 35 milliards de dollars d'investissements dans des centrales, la transmission et la distribution, et 20 milliards de dollars pour les coûts de l'accès universel à l'énergie.

Nestor N'Gampoula

TÉHÂTRE

Coma Bleu de Sylvie Diclo Pomos au festival « Africologue »

Le festival de théâtre africain en Allemagne « africologue » aura lieu cette année du 05 juin au 01 août. Coma Bleu de la comédienne congolaise Sylvie Diclo Pomos sera joué au Bauturm Theater le 18 juin.

Une dizaine de pièces venues du Sénégal, du Congo, du Burkina Faso et d'Haïti seront présentées actuellement à Cologne. Ce festival contribue à mettre en valeur la création théâtrale africaine encore peu connue en Allemagne.

Coma Bleu écrit en 2013, lors d'une première résidence d'écriture à la maison des auteurs du festival des Francophonies en Limousin, relate l'histoire des séries d'explosions d'armes le 4 mars 2012 à Brazzaville.

Ce texte récent se rapproche de La Folie de Janus écrit en 2002 car les deux pièces évoquent des faits réels qui se sont déroulés au Congo. Elles sont présentées comme des monologues.

Sylvie Diclo-Pomos est, comme sa mère, passionnée de théâtre. Elle a étudié les Lettres modernes à l'Université Marien-Ngouabi. Auteur de plusieurs textes et metteur en scène, elle est l'habitue du festival Mantsina sur scène.

En 2011, elle a adapté 930 Mots dans un aquarium du Congolais Sony Labou Tansi, avec pour metteur en scène Ludovic Loupé.

Hermione Désirée Ngoma

DISTINCTION

Remise des prix aux meilleurs élèves du lycée Saint-Exupéry

Une trentaine d'élèves du lycée français Saint Exupéry de Brazzaville, ont été récompensés ce samedi 6 juin, par les prix d'excellence, de mérite et de citoyenneté décernés par l'établissement, en raison de leurs résultats, progression et savoir-faire ou initiatives durant cette année scolaire.

La cérémonie de remise des prix du lycée français Saint-Exupéry organisée ce samedi, est la cinquième manifestation de ce genre depuis 2010. Selon le proviseur de l'établissement, cette manifestation qui est inscrite au calendrier scolaire de l'établissement, vise à honorer « *les talents de nos élèves qui font l'essence même de cet établissement* ».

Trois distinctions ont été décernées : D'abord, le prix d'excellence est octroyé aux élèves qui ont totalisé la meilleure moyenne annuelle dans leur classe respective. Ensuite, le prix de mérite qui est destiné à ceux en raison des difficultés, ont pu progresser dans le travail pour obtenir à la fin d'année des résultats inattendus. Enfin, le prix de citoyenneté a été décerné pour récompenser certains élèves, enseignants, responsables scolaires voire toute une salle en raison de leurs initiatives, savoir-faire, humanisme en faveur du milieu scolaire.

Durant toute l'année scolaire écoulée, des responsables du lycée, enseignants y compris l'équipe d'encadrement, ont été mobilisés en vue de suivre l'évolution, la qualité de travail, l'effort investi, l'initiative et la conduite

de chaque apprenant. Du niveau



Les lauréats des prix du lycée français Saint Exupéry de Brazzaville

primaire au secondaire en passant par le collège, des talents se sont démarqués : « *Effort, travail, cohésion, partage, tolérance et respect, des mots qui, parfois, dans la société d'aujourd'hui peuvent paraître démodés mais, et je l'affirme, que je vous ai vus mettre en œuvre quotidiennement, dans ce merveilleux lycée français* », a salué le proviseur du lycée Saint Exu-

péry de Brazzaville, Gonzague Batteux, en présence d'une centaine de parents d'élèves.

Ces élèves, s'ils ont réalisé l'exploit cette année, c'est aussi grâce aux efforts, suivi, confiance et encouragement des ensei-

gnants et parents, reconnaît le chef de l'établissement. « *Je veux rendre hommage aujourd'hui à tous ces « passeurs de feu », car à la base de l'humanisme que j'évoquais tout à l'heure, il y a la transmission, il y a l'échange. Les professeurs qui vous ont aidés à arriver ici, font vivre cet idéal* », a martelé Gonzague Batteux. Pour le bureau

des parents d'élèves du lycée Saint Exupéry, l'établissement a enregistré d'importants progrès ces cinq dernières années, notamment en ce qui concerne les résultats aux examens, l'amélioration de l'image de l'établissement, l'augmentation des effectifs des élèves, les partenariats, les relations avec les autorités congolaises... « *Mon lauréat est le proviseur du lycée, Gonzague Batteux qui incarne l'essence même de l'éducateur...* », a déclaré la responsable des parents d'élèves.

Fiacre Kombo

CFAO et OTIS

UN PARTENARIAT DE 60 ANS AU CONGO.

Cfao Equipment installe un nouvel ascenseur à l'hôpital général de Loandjili

La remise officielle de l'ascenseur Otis mis en service à l'hôpital général de Loandjili a eu lieu le 15 mai en présence de Françoise Ndinga-Andely, directrice générale dudit hôpital et de son personnel.



Inauguré en 2004, l'hôpital général de Loandjili est équipé de trois ascenseurs, tous malheureusement aujourd'hui hors d'usage. Le dernier n'est plus fonctionnel depuis 2012. Ce qui rend difficile le transport des malades et du matériel dans les pavillons d'hospitalisation.

C'est ainsi que la direction générale dudit hôpital a sollicité le concours de Cfao Equipment pour la résolution de ce problème qui était devenu pour lui une priorité « *C'est un outil de soulagement qui vient alléger la pénibilité que nous éprouvons pour l'accomplissement de nos obligations professionnelles dans les pavillons d'hospitalisation. Nul n'est censé ignorer l'importance de cet équipement lié directement aux transports de patients dans une structure comme la nôtre. La réception de ce premier ascenseur de marque Otis, fourni et installé par Cfao Equipment Congo, qui nous a apporté des solutions sur mesure, nous réjouit énormément* » et d'ajouter « *La demande de plus en plus croissante des prestations de soins et des services de qualité exige de la part de la direction générale de l'hôpital général des efforts considérables pour rendre fonctionnel et performantes toutes nos installations. Ceci, est un défi que nous nous attelons à relever durant tout notre mandat avec le personnel de Loandjili afin de répondre aux attentes des populations* ».

Pour Claude Sartini, président du conseil d'administration de Cfao Equipment « *Cet équipement performant conçu pour l'hôpital sera l'ascenseur le plus sollicité du Congo quand on sait que l'hôpital accueille 30 000 patients par an soit près de 3000 patients par mois. Pour répondre à cette utilisation, Cfao dispose d'une équipe de techniciens de maintenance prête à intervenir 24H/24.* »

En remerciant l'équipe des techniciens qui a travaillé d'arrache pied pour installer cet appareil, Amaury Duchon, directeur du pôle ingénierie de CFAO Equipment a dit « *Nous sommes très fiers d'avoir réussi à relever le défi d'installer cet ascenseur au sein d'une structure hospitalière en pleine*

exploitation. C'est une première au Congo et nous espérons continuer à apporter ce service pendant de longues années. »

CFAO Equipment et OTIS un partenariat de 60 ans au Congo.

Présent dans plus de 200 pays, OTIS est le premier transporteur de personnes de la planète puisque plus d'un milliard d'utilisateurs utilisent un matériel OTIS chaque jour dans le monde.

Le groupe CFAO est le distributeur exclusif des produits OTIS dans 20 pays d'Afrique de l'ouest. La qualité de ce partenariat repose sur la convergence des valeurs que partagent le groupe CFAO et OTIS (Qualité des produits, Respect de l'environnement, Sécurité des personnes, Satisfaction du client).

Le partenariat initié avec la direction de l'hôpital général de Loandjili s'inscrit dans la durée, puisque nous avons mis en place une équipe de techniciens capables d'assurer la maintenance de l'appareil installé mais surtout de pouvoir intervenir 24h/24 en cas de panne.

Ce dispositif permettra à cet ascenseur de transporter les malades en toute sécurité, puis, qu'il résiste à l'usure du temps.

CFAO Equipment Congo assure le transport de personnes dans les meilleures conditions de sécurité et contribue au développement des infrastructures urbaines du Congo.

LIVRE

«Phénoménal s et Brazza» s'embrassa présenté au public

La cérémonie de présentation de l'ouvrage a eu lieu la semaine dernière lors du jeudi littéraire initié par l'Institut français du Congo.

L'oeuvre a été publiée par la maison d'édition « Mon petit éditeur » située en France. Phénoménal s et Brazza s'embrassa est un roman policier qui évoque l'amour fraternel. Il compte 363 pages et est subdivisé en trois parties. L'histoire qui s'y trouve se déroule entre deux villes, Kinshasa et Brazzaville. Il s'agit en effet de Serge, un agent de la police secrète qui reçoit l'ordre d'aller libérer un homme politique important qui a été enlevé. Serge quitte Kinshasa pour Brazzaville afin de retrouver le captif et le libérer. Arrivée sur

le lieu, le héros découvre que sa propre sœur fait aussi partie de cette intrigue. Il se trouve entremêlé dans une histoire de famille. Le héros décide alors d'abandonner son métier de policier pour servir Dieu. Sa foi chrétienne ne lui permet plus de faire le mal, d'autant plus que sa fonction l'exige à ôter des vies humaines. C'est ainsi qu'il opte pour sa démission.

Au cours de la présentation, l'auteur a développé succinctement les différents thèmes évoqués dans ce livre parmi lesquels La recherche de l'identité personnelle et nationale, Les enjeux politico-économiques, L'amour fraternel, La recherche du pouvoir, Les croyances et les pratiques spirituelles. Amoureux des romans policiers à l'âge de 15 ans, Remy Ngumbu Ngon-

zi a fait savoir que Dieu lui a donné un don qui lui permet de raconter des histoires imaginaires. « *Mes amis me décrivent comme quelqu'un qui a beaucoup d'invention. Je profère immortaliser ce don en racontant des histoires avec les yeux fermés tout en les écrivant* », a-t-il expliqué.

L'auteur est à sa troisième tentative littéraire. Phénoménal s et Brazza s'embrassa est son premier ouvrage publié. Il a invité les Congolais à le lire car, dit-il, ils découvriront plein de choses. Remy Ngumbu Ngonzi est sur sa prochaine publication. Ce roman sera la continuité de Phénoménal s et Brazza s'embrassa, il aura les mêmes personnages et le même cadre spatio-temporel.

Rosalie Bindika

NECROLOGIE



La famille Liboula a le regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances, particulièrement Louise Evoua, Marie-Paule Momboti, Joséphine Mdyindo, Losso, Véronique Nsayi, tous, à Mossaka ; Isidore Ndongabeka, Stéphane Eboungabeka, Antioche Molandzobo Borromé à Pointe-Noire.

Le décès inopiné de Maurice Voka Ebindabeka dit Morisson, survenu le mercredi 3 juin 2015 au CHU de Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au domicile du disparu, 29, rue Mbemba Antoine à Gambio La Base, 8^e pylone.

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

Mme Yvette Ekonga née Tchicaya, inspectrice des impôts en service à Pointe-Noire et les enfants Ekonga Yann; Dora ; Joanie ; Jean-Fredo et les familles Goma Rigobert ; Gobert Emmanuel et et Makosso Gabriel ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur époux et père Jean Ekonga « Koko », agent de Total Congo, survenu à Pointe-Noire le mardi 02 juin 2015 à 11h40.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis au camp Elf, en face de la foire de Pointe-Noire.

L'inhumation aura lieu le vendredi 12 juin 2:015 au cimetière familial de Loango.

Les « Bana Dol » ont la profonde douleur d'annoncer à tous les enfants de Dolisie le décès de Jean Ekonga « Koko », agent de Total Congo, survenu à Pointe-Noire le mardi 02 juin 2015 à 11H40.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis au camp Elf, en face de la foire de Pointe-Noire :

L'inhumation aura lieu le vendredi 12 juin 2015 au cimetière familial de Loango.



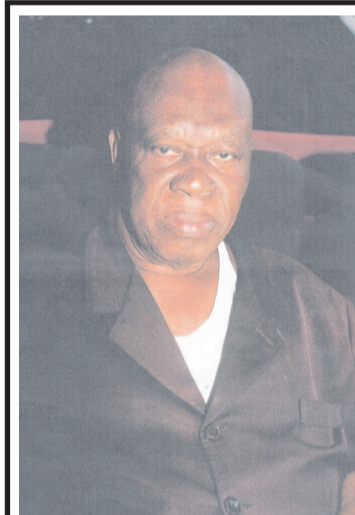
IN MEMORIAM

08 juin 2013 – 08 juin 2015
Voici deux (2) ans que Madame Mahoukou Evelyne était arrachée à l'affection des siens. En cette triste date d'anniversaire, ses fils prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

Maman, nous ne t'oublierons jamais !
Que le Père Tout-Puissant l'accorde le repos éternel !



9 juin 2010 – 9 juin 2015
Voici cinq (5) ans que nous a quitté notre sœur et mère Diakabana Thérèse décédée en France. Tous les enfants Kitoungui prient tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pensée pieuse en ce jour de triste anniversaire. Nous ne t'oublierons jamais. Que le Père Tout Puissant t'accorde le repos éternel !



9 juin 2014 – 9 juin 2015
Voici un (1) an que Désiré N'ombo a été arraché à l'affection des aïeux et des habitants du quartier 32 Poto-Poto.

En ce jour de triste anniversaire, le bureau du quartier, prie tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse à son en droit. Nous ne t'oublierons jamais. Que le Père Tout Puissant t'accorde le repos éternel !

8 juin 2014 – 8 juin 2015
Voici un (1) an que nous a quitté notre sœur, mère et tante Emouele Estelle Olive. Tous les enfants Ollossala prient tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pensée pieuse en ce jour de triste anniversaire. Nous ne t'oublierons jamais. Que le Père Tout Puissant t'accorde le repos éternel !



8 juin 2014 – 8 juin 2015
Voici un (1) an que nous a quitté notre sœur, mère et tante Emouele Estelle Olive. Tous les enfants Ollossala prient tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pensée pieuse en ce jour de triste anniversaire. Nous ne t'oublierons jamais. Que le Père Tout Puissant t'accorde le repos éternel !

MATCHS DE PRÉPARATION

Le Kenya et la Zambie en forme

En stage depuis le début du mois, les équipes africaines préparent la première journée des éliminatoires de la CAN 2017, qui se déroulera les 12, 13 et 14 juin. Plusieurs formations disputaient, ce week-end, des matchs amicaux, dont les Harambees du Kenya, futurs adversaires des Diables rouges : à Kigali, les Kenyans ont battu le Sud-Soudan et fait match nul avec le Rwanda. Tandis que la Zambie a pris l'ascendant sur l'Éthiopie

Zambie-Éthiopie : 1-0

But : Allan Mukula pour la Zambie
Cameroun-Burkina : 3-2 (1-2)

Buts : Vincent Aboubakar (36^e) et Clinton N'Jié (85^e et 90^e) pour le Cameroun, Préjuce Nakoulma (18^e) et Aristide Bancé (39^e) pour le Burkina

Tchad-Guinée : 2-1 (0-0)

Buts : Ezechiel Ndouassel (81^e) et Florentin Pogba (contre son camp, 90^e) pour le Tchad, Cissé Abdoulaye (64^e) pour la Guinée

Mali-Libye : 2-2

Buts : Cheick Fantamady Diarra et Samba Sow pour le Mali, Roed Bin Hamid et Moayed Lafi pour la Libye

Niger-Gabon : 2-1 (2-0)

Buts : Amadou Djibo (18^e) et Modibo Sidibé (30^e) pour le Niger, Merlin Tandjigora (70^e) pour le Gabon

Commemoration Cup, à Kigali

Samedi 6 juin

Rwanda-Kenya : 0-0

Dimanche 7 juin

Kenya-Soudan : 2-0

Rwanda-Tanzanie : 2-0

Camille Delourme

16^{ES} DE FINALE COUPE DU CONGO/FOOTBALL

Les équipes favorites s'affirment

Les clubs de première division qui avaient les faveurs des pronostics l'ont confirmé sur l'aire de jeu. Sauf FC Bilombé défait par Fleur du Ciel. Résultats...

La Jeunesse Sportive de Poto-Poto qui a ouvert le bal des seizièmes de finale face à Ajax de Ouénzé l'a emporté par la plus petite des marques : 1-0. Par ailleurs, Tout-Puissant Mystère n'a fait aucun miracle devant Inter club. Les militaires de cette formation ont imposé leur force sur l'équipe adverse qui s'est inclinée 1-3. Dans l'autre rencontre, Etoile de Talas n'a pas brillé face à FC Kondzo victorieux 3-0. AS Ntiemba a, quant à lui, vaincu le CESD La Djiri 4 à 3 aux tirs au but après un match nul de zéro but partout. L'unique rencontre entre clubs de première division a opposé Cara à Patronage et s'est soldée sur une victoire des Aiglons 2-0.

À Pointe-Noire, Nico nicoyé a courbé l'échine devant AS Cheminots 0-1. V. Club a laminé Béni Sport 4-0. La grande surprise de ces seizièmes de finale est venue du côté de FC Bilombé. Face à une équipe de ligue 2 en l'occurrence Fleur du Ciel, Bilombé et son gardien ont vu le match glisser entre leurs doigts à l'épreuve des tirs au but. Laquelle épreuve s'est soldée sur un succès de Fleur du Ciel 3-2 après un match de 1-1.

Dans les Plateaux, Saint Michel de Ouénzé a défait Patronage de Djambala 0-2. CS Oyonnax qui recevait, à Owando, la Jeunesse Sportive de Talangaï s'est inclinée dans ses propres installations

Corneil a courbé l'échine 0-1 devant Tongo FC. Dans le Niari, les Jeunes Fauves ont créé la sensation face à l'As-



Une rencontre de la compétition crédit photo Adiac

1-3. À Ouesso, Etoile de la localité n'a pas tenu tête à sa rivale Etoile du Congo qui l'a emporté 3-1. En rappel, lors de l'édition 2013 de la Coupe du Congo, l'équipe de Ouesso avait pu éliminer les Stelliens de Brazzaville dans la même compétition. Le match qui a opposé Diables noirs à AS Kimbonguila, à Kinkala, s'est soldé sur une victoire des diabolins 2-0. Dans la Bouenza, FC

sociation Sportive Ponténégrine en venant à bout de celle-ci 2-1.

Toutes les équipes victorieuses ont par conséquent validé leurs tickets pour le prochain tour. AC Léopards de Dolisie jouera demain contre Régie Financière. Une défaite des Fauves du Niari serait la plus grande surprise quand on sait qu'ils sont ultra favoris.

Rominique Nerplat Makaya

PERSPECTIVES D'AVENIR
FONDATION
UNE JEUNESSE QUALIFIÉE POUR UN CONGO EN MARCHÉ

BOURSES D'ETUDE

Denis Christel SASSOU NGUESSO

Destinées aux élèves et étudiants issus de groupes ou de milieux défavorisés

Etudiants
Bac+2
Bac+3

Bacheliers
2015

Je suis étudiant

Je suis bachelier

Retrait et dépôt
des dossiers de candidature
avant le **31 juillet 2015**

Pour plus d'informations, nous contacter
4ème étage, Immeuble Yoka Bernard, Rond-point de la coupole
Téléphone: +242 222 81 20 20
E-mail: info@perspectivesavenir.org
www.facebook.com/FondationPerspectivesAvenir
www.perspectivesavenir.org

CARNET ROSE

La famille de notre confrère Bruno Okokana, journaliste au quotidien *Les Dépêches de Brazzaville*, vient de s'agrandir avec la naissance le 1^{er} juin 2015 à 17h45 au Centre hospitalier universitaire (CHU) de Brazzaville, de deux enfants de sexes masculin et féminin. Les jumeaux qui pesaient à leur naissance respectivement 2,800kg et 2,850 kg ainsi que leur mère se portent bien. Le collectif des journalistes des Dépêches de Brazzaville souhaite une longue et heureuse vie aux nouveau-nés.

Mlle Lisa Boumpoutou, Mlle Evance Carmel Yingadio Senga et Serge Léonce Boumpoutou sont heureux de vous annoncer la naissance de leur fille Mlle Lisa Boumpoutou. Naissance survenue le lundi 1 juin 2015, au Centre Hospitalier Kremlin-Bicetre, dans le Val-de-Marne (France). La « petite princesse » et la maman se portent à merveille.

TRANSPORT ET VOIES DE COMMUNICATION

Des licenciements collectifs et abusifs dénoncés chez Transco

Les victimes disent avoir été punies parce que le directeur général de cette société, Michel Kirumba, voulait les remplacer par les siens à qui il a voulu donner du travail.

La Voix des sans-voix pour les droits de l'Homme (VSV) a offert, le 8 juin, une tribune aux quarante-deux agents de la société Transport au Congo (Transco) pour dénoncer les résiliations massives et abusives de contrats de travail dont ils sont victimes depuis le 22 mai. Pour ces dernières, alors que la hiérarchie de leur entreprise justifie leurs licenciements collectifs par des impératifs liés à la restructuration de cet établissement public de transports en commun, d'autres personnes sont en train d'être embauchées pour les remplacer. « En même temps que nous sommes débarqués, il y a d'autres engagements des personnes qui, pour la plupart, sont d'une même province », a souligné un des porte-paroles de ces victimes, Louis Dogo, qui a admis que ces embauches se font sans test ni respect d'autres normes en la matière, mettant ainsi à nu l'injustice dont ils sont victimes. Pour Jean Guet Mabila et Louis



Peter Ntumba, de la VSV, encadré par Jean-Guert Mabila et Louis Dogo de Transco

Dogo complétés dans leurs démonstrations par d'autres membres de ce « collectif », le directeur général par intérim de Transco, Michel Kirumba, les accuserait d'avoir été à l'origine d'un débrayage, le 5 mai, de certains agents de cette entreprise.

Dans leur mouvement de grève, en effet, ces agents et cadres de Transco ont reproché à la hiérarchie la gestion de cette entreprise depuis le départ de l'expertise française. Ils ont notamment demandé, en plus du départ de Michel Kirumba, la restructuration de la délégation syndicale, jugée inefficace, le salaire insuffisant ainsi que les écarts entre ce qui est payé aux membres de l'équipe et le personnel administratif.

La cour du roi Peteau

Pour ces agents victimes de licenciements collectifs, le directeur général par intérim de Transco, Michel Kirumba, se comporterait au sein de cette société comme dans un territoire conquis, fort de ses relations avec le premier ministre Augustin Matata Ponyo dont il a été le conseiller en charge des infrastructures. « Malgré les instructions du ministre de tutelle, qui a pu réconcilier toutes les parties et a permis la reprise de travail, de ne pas engager une chasse à l'homme, on a été surpris de recevoir des lettres de résiliation de nos contrats de travail », ont déploré ces agents et cadres de Transco.

Selon eux, Michel Kirumba crie à tout celui qui veut l'entendre qu'il

n'a des comptes à rendre à personne si ce n'est au Premier ministre Matata Ponyo, qui l'a nommé à ce poste. « C'est fort de cette position qu'il ne veut pas obtempérer aux ordres du ministre de Transport et Voies de communication, dont l'intervention a permis la reprise de travail et la signature d'un procès verbal pour répondre au mémo du personnel et la réaction de la hiérarchie et qui est, à ce jour, incapable de le sanctionner », ont souligné les victimes qui ont noté que cette décision du directeur général par intérim de Transco a notamment causé la mort d'une des personnes licenciées, qui était à la prise de cette décision hospitalisée. Pour ces victimes de licenciement collectif, Michel Kirumba use de deux armes : le mensonge et la terreur pour diriger cette entreprise. « Aux autorités, ils nous présentent comme des gens qui veulent tuer cette entreprise. C'est d'ailleurs pour cela que certains d'entre nous ont été convoqués par des services de sécurité. Alors qu'au sein de la l'entreprise, il use de la terreur pour mater le personnel et lui empêcher de parler », ont-elles souligné.

Le bilan 2014 contredit

Dans leurs déclarations, les victimes de licenciements collectifs

ont contredit le bilan présenté dernièrement au public par cette entreprise. Selon elles, la hiérarchie veut faire croire que tout va bien au sein de Transco alors que les choses sont en train de sa gâter. « Il a écarté tous les cadres compétents alors que les chiffres présentés dernièrement au public sont à l'actif de l'expertise française et de ces cadres débarqués », ont-elles dit. Selon elles, Michel Kirumba conduit aux destinées de Transco depuis octobre 2014. Ce qui fait qu'aujourd'hui, il ne peut pas se prévaloir d'avoir réalisé un bilan louable à la tête de cette entreprise alors qu'il est en train de gérer seul les comptes de cette entreprise en dehors des normes classiques de gestion. Cependant il a créé un circuit parallèle d'émission des billets qui est géré par un des siens: « Tel que nous sommes là, nous sommes menacés chaque jour. Il nous envoie des textos pour nous expliquer qu'il est l'homme fort parce qu'il était conseiller du Premier ministre et que seul ce dernier peut l'inquiéter. Si aujourd'hui rien n'est fait, le climat de terreur qu'il fait régner au sein de Transco va concourir à la perte de cette société », a souligné Louis Dogo.

Lucien Dianzenza

BUDGET

Des tensions croissantes en 2015 et 2016

Pour financer les prochaines élections, le gouvernement devra impérativement accroître sa marge de manœuvre au regard des ressources budgétaires limitées.

Les défis à relever sont de plusieurs ordres. L'on cite, par exemple, la nécessité de permettre à l'économie de résister à d'éventuels chocs endogènes et exogènes. Mais il y a aussi la neutralisation des goulots d'étranglement qui freinent l'activité du secteur privé et l'exploitation plus efficace des vastes ressources naturelles de la RDC. Sur ce dernier point, le gouvernement et le Fonds monétaire international (FMI) ont reconnu l'importance de s'appuyer sur les potentialités du pays afin d'améliorer les conditions de vie de la population. Il est indispensable de maintenir la stabilité du cadre macro-économique après une période difficile pour le pays, en raison de la chute des produits de base l'année dernière et des retards dans la mise en œuvre des principales réformes structurelles.

Au-delà de la préservation de la stabilité macro-économique, il faut également promouvoir une croissance solidaire ainsi qu'une et une stabilité et inclusion financières. La RDC devra accroître son potentiel fiscal en mobilisant davantage de recettes intérieures. Cela passera forcément par une amélioration du recouvrement de l'impôt, un meilleur contrôle de la taxe sur la valeur ajoutée et le renforcement de l'administration douanière. D'où la nécessité de recapitaliser la Banque centrale du Congo et de la rendre plus efficace dans ses interventions, notamment sur le marché de change. De même, il faut parachever la mise en œuvre des principaux textes législatifs et réformes structurelles visant particulièrement le climat des affaires.

La maximisation des recettes publiques va aider le gouvernement à augmenter ses dépenses dans les secteurs prioritaires, notamment l'éducation, la santé et les infrastructures de base. L'une des dépenses importantes sera certainement la contribution au financement des élections en 2015 et 2016. Quant au FMI, partenaire du gouvernement, il a annoncé son intention d'appuyer les réformes économiques des autorités congolaises en renforçant, notamment les capacités des conseils en matière de politique économique.

Laurent Essolomwa

FOSSE COMMUNE DE MALUKU

L'exhumation des corps se fait de plus en plus pressante

Pour l'ONG américaine Human rights watch, « les familles de victimes de violations des droits humains ont le droit de savoir si leurs proches sont parmi les personnes qui étaient ensevelies, le 19 mars, à la lisière du cimetière de Fula-Fula à Maluku, dans la périphérie est de Kinshasa.

Deux mois se sont écoulés depuis la découverte de la fosse commune de Maluku. Le mystère reste toujours entier sur l'identité des personnes enterrées dans le cimetière de Fula-Fula dans la périphérie est de Kinshasa. Les familles des victimes n'arrêtent pas de faire pression pour amener le gouvernement à tenir sa promesse d'exhumer les cadavres si besoin s'en fait pour dissiper le doute à ce sujet. Aujourd'hui plus qu'hier, la pression est montée d'un cran. Déjà, l'on apprend que douze familles des personnes présumées tuées ou victimes de disparitions forcées imputées aux forces de sécurité entre 2013 et 2014 avaient individuellement déposé des plaintes en justice réclamant l'exhumation des corps. Trente-quatre autres familles avaient également déposé, depuis le 5 juin, une plainte publique auprès du procureur général de la République réclamant justice et l'exhumation des corps inhumés dans la fosse commune de Maluku.

Ces familles craignent, en effet, que la fosse commune de Maluku ne contienne les cadavres de victimes des forces de sécurité et non des indigents comme soutenu par le gouvernement. A la pression des familles éplorées cherchant à identifier



Enfouissement de masse au cimetière Fula Fula à Maluku à l'Est de Kinshasa

les corps de leurs membres, il faudrait ajouter celle de l'ONG américaine Human rights watch (HRW) qui, dans un récent rapport, invite les autorités de la RDC à se plier à l'exigence d'exhumation des corps. « Les familles de victimes de violations des droits humains ont le droit de savoir si leurs proches sont parmi les personnes ensevelies dans cette fosse. Les autorités devraient effectuer immédiatement une opération d'exhumation en bonne et due forme, avec l'aide d'experts internationaux », fait savoir HRW.

L'ONG estime que pour plus de crédibilité, il faudrait impliquer dans cet exercice les gouvernements étrangers et les Nations unies, sans oublier les experts en médecine légale qui seraient chargés d'aider à exhumer les corps et d'effectuer des analyses d'ADN. HRW enfonce le clou en ces termes : « Le nombre croissant de plaintes en justice déposées par des

familles dont certains membres ont disparu souligne qu'il est urgent d'exhumer le contenu de cette fosse commune (...) Le gouvernement congolais devrait honorer sa promesse d'exhumer les corps et donc protéger adéquatement la fosse en attendant ».

Rappelons que le gouvernement avait reconnu, via le Vice-ministre de l'intérieur et sécurité Evariste Boshab que 421 corps avaient été inhumés le 19 mars 2015 dans une fosse commune. Les dépouilles, à en croire des sources officielles, étaient celles d'indigents dont les familles n'avaient pas les moyens de financer un enterrement classique, de personnes décédées non identifiées et de bébés mort-nés. Nonobstant sa promesse d'exhumer au besoin les corps en cas de doute, le gouvernement n'a jusque-là ni exhumé les dépouilles ni révélé les identités des personnes enterrées.

Alain Diasso

SANTÉ

Retour au pays des experts congolais dans la lutte contre Ebola

Sur quatre-vingt volontaires congolais envoyés en Afrique de l'Ouest précisément en Sierra-Leone, en Guinée-Conakry et au Liberia pour soutenir les équipes locales dans la lutte contre la maladie à virus Ebola, soixante-quatre sont rentrés au pays. Les autres volontaires sont restés pour continuer à aider les équipes à la frontière entre la Guinée-Conakry et la Sierra-Leone.

Les ambassadeurs de la RDC dans la lutte contre la maladie à virus Ebola ont été accueillis à l'aéroport international de N'djili par le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi.

Après avoir passé six mois en Guinée-Conakry pour renforcer la lutte contre Ebola, ces

Congolais sont rentrés au pays. Tous contents d'avoir bien remplis leur mission. « Nous sommes contents de rentrer au pays après avoir fait un bon travail en Guinée Conakry, nous avons apporté à nos frères de l'Afrique de l'Ouest notre expertise dans la lutte contre Ebola. Tout s'est bien passé », déclare un volontaire qui souligne que s'il lui était demandé de rentrer une fois de plus, elle le fera parce qu'elle sait aujourd'hui comment lutter contre cette maladie.

Pour le ministre de la Santé publique, ces dignes fils et filles du pays ont fait la fierté de la RDC et il n'a pas manqué des mots pour les féliciter. « Je vous souhaite un bon retour au pays. Je vous présente les félicitations du gouvernement parce que vous avez été les vrais ambassadeurs de ce pays. La délégation de la RDC s'est distinguée, elle a été la meilleure. Vous avez prouvé au monde entier qu'en matière d'Ebola, c'est la RDC qui a

la plus grande expérience. Vous avez risqué votre vie. Vous avez été envoyés dans une guerre biologique parce que l'ennemi n'était pas visible. Nous vous avons envoyé au front et vous êtes revenus sains et saufs. Je remercie Dieu car mieux vaut la fin d'une chose que son commencement », a-t-il dit.

Pour le ministre de la Santé, ces experts vont directement regagner leurs familles parce



Le ministre de la Santé salue un volontaire congolais à l'aéroport de N'djili

qu'ils ne représentent aucun danger de contamination pour avoir déjà observé vingt et un jours d'où ils viennent. Toutefois, fait-il savoir, ils seront aussi suivis ici au pays pendant vingt et un jours même s'ils ne présentent pas de risque. « Je dis à la Nation que personne ne doit avoir peur, vous avez passé dans le protocole qui veut qu'on vous observe pendant vingt et un jours en dehors de la zone d'épidémie. Vous allez rentrer dans vos familles respectives mais permettez-nous aussi de vous suivre pendant vingt et un jours. Pendant ces jours, soyez disponibles au moins une fois par jour, quelqu'un viendra vous voir pour prendre la température et vous demandez comment vous allez », a poursuivi le ministre. Le Dr Félix Kabange Numbi a promis de décerner des brevets d'experts à ces Congolais qui aujourd'hui sont bien armés pour lutter contre Ebola

Aline Nzuzi

MBANZA NGUNGU

Lancement de la campagne pomme de terre 2015

Le 5 juin à Mbanza Ngungu (district de Cataractes) dans le Kongo central, l'ONG « Bien être Pour Tous » a procédé au lancement de la campagne de pomme de terre 2015. Ce lancement a été matérialisé par la distribution des semences de pomme de terre aux producteurs locaux de plus en plus nombreux à manifester un intérêt croissant envers cette filière de production agricole.



Réception des semences de pommes de terre par l'ONG BPT

Le Secrétaire général de l'ONG, Bien être pour tous (BPT), s'est dit satisfait de l'arrivée au bon moment des semences améliorées de pomme de terre importées de l'Europe et a remercié tous les

intervenants du secteur ayant contribué à leur importation. Bruno Kitiaka a demandé aux producteurs de bien appliquer les bonnes pratiques culturelles apprises pendant la formation avant de s'engager à apporter un appui conseil sur terrain grâce à l'équipe des techniciens du BPT. Producteur de pomme de terre de son état et bénéficiaire des actions de l'ONG BPT, Ngoy Kazel n'a pas manqué d'exprimer son enthousiasme. « Nous sommes très satisfaits de la qualité des

semences que nous venons de recevoir et remercions l'ONG Bien être Pour Tous pour son appui à la filière pomme de terre. Grâce à la formation suivie, nous sommes convaincus que nous ferons de très bonnes récoltes cette année. Nous avons des difficultés pour irriguer nos cultures, voilà pourquoi nous exprimons nos besoins en matériels d'irrigation car les superficies à irriguer deviennent de plus grandes ». Il convient de signaler que près de cent tonnes de semences de pomme de terre ont été réceptionnées à Mbanza Ngungu cette saison. Ces semences comportent essentiellement les variétés suivantes : Daifla, Servane, Stemster, Pamela, Rosanna fournies par la maison GERMICOPA en France.

Alain Diasso

Bientôt la réhabilitation de l'Hôpital général de référence de Kinshasa

Cet hôpital sera bientôt réhabilité par le gouvernement qui milite pour un accès des Congolais aux soins de santé de qualité.

Accompagné d'experts des travaux publics et de directeurs de son ministère sous la conduite du médecin directeur de l'hôpital général de référence de Kinshasa, le ministre de la Santé publique a visité tour à tour les différents départements de cette structure médicale.

Il s'est rendu au service d'imagerie comprenant la radiographie, l'échographie et la mammographie ; le département de l'ORL, les services des soins respiratoires, la morgue, le centre de formation en médecine légale, le bureau de la médecine légale, la maternité, la pédiatrie, la néonatalogie, les salles d'hospitalisation, la salle d'opération, la pharmacie, le laboratoire et les locaux des indigents.

Pour le ministre de la Santé publique, il est temps que cet hôpital soit réhabilité parce qu'il y a des bâtiments qui datent de plus de cent ans, ils doivent être réhabilités et d'autres carrément rasés. Cette formation médicale fait face à plusieurs difficultés. Pour le Dr Félix Kabange Numbi, il se pose un sérieux problème des voies d'évacuation et de la réhabilitation ou la construction de nouveaux bâtiments.

« Tout réaménagement, toute construction, toute réhabilitation au sein de ce

bâtiment d'environ cent soixante hectares oblige qu'on puisse travailler sur le système d'évacuation, parce que plus de cent après toutes les voies d'évacuation sont obstruées parce qu'il y a des gens qui ont construit tout autour de l'hôpital alors qu'avant ce n'était pas le cas », indique le Dr Félix Kabange Numbi. A en croire le Dr Félix Kabange Numbi, la réhabilitation de l'hôpital général de référence se fera en trois étapes. La réhabilitation physique qui implique la construction ou, selon le cas, la reconstruction des bâtiments. La réhabilitation fonctionnelle qui vise le système de fonctionnement même de l'hôpital. « Cet hôpital manque des subsides de l'État, nous avons des pavillons complètement occupés par des indigents qui ne reçoivent aucun subside. Il faut alors repenser au mode de gestion de l'hôpital ». Enfin la réhabilitation de l'homme. « Il y a des ressources humaines très compétentes à l'hôpital général de référence de Kinshasa. Mais nous avons beaucoup de problèmes, l'hôpital emploie plus de 2600 agents, nous avons mille agents qui doivent aller en retraite. À titre d'exemple, nous avons environ 800 agents qui travaillent à la maintenance de l'hôpital mais sur 800 plus de 500 sont éligibles à la retraite », a dit le ministre.

A.Nz.

Le gouvernement congolais et l'Unicef vaccinent les enfants réfugiés burundais

Le gouvernement congolais avec l'appui de l'Unicef a organisé tout récemment une campagne de vaccination visant à immuniser soixante-six mille huit cent vingt-trois enfants de réfugiés et de familles d'accueil, âgés de 0 à cinquante-neuf mois contre la poliomyélite et parmi eux, cinquante-neuf mille sept cent cinquante deux enfants âgés de six à cinquante-neuf mois contre la rougeole à Luvungi, une localité située dans la province du Sud-Kivu.

Bien que la RDC ait notifié son dernier cas de polio en novembre 2011, le pays continue de consentir des efforts pour éradiquer la maladie. Il est donc essentiel de protéger les enfants réfugiés contre la maladie, sachant que de la dernière campagne de vaccination de masse contre la poliomyélite au Burundi a été organisée en 2008, lorsqu'une épidémie avait été déclarée dans la région de Cibitoke. La rougeole, indique l'Unicef dans un communiqué de presse, est une infection virale extrêmement contagieuse qui attaque le système immunitaire, rendant vulnérables les enfants à des infections mortelles. Les survivants de la rougeole gardent des séquelles à vie, telles que la cécité, la surdité et des lésions cérébrales. Les enfants de moins de cinq ans non vaccinés sont les plus à risque et la promiscuité dans laquelle les réfugiés vivent augmente les risques de transmission du virus d'un enfant à l'autre. Pour susciter l'appropriation de cette campagne par la communauté d'accueil, des émissions de radio ont été diffusées pour informer et démontrer aux réfugiés l'importance de faire vacciner leurs enfants. En parallèle, les éducateurs sociaux ont fait du porte-à-porte pour informer les parents sur la nécessité de faire vacciner leurs enfants.

« Je suis heureuse d'avoir pu vacciner mon fils Nuru car au Burundi, je n'ai pas pu me rendre aux séances de vaccination de routine. Nuru est le seul fils qui me reste. Je veux que Nuru grandisse en bonne santé, soit fort, fasse de longues études et qu'il

devienne médecin ou président de la République », a déclaré Wimana Mediane, jeune femme de 29 ans qui a fui le Burundi et a trouvé refuge en RDC après que son mari et son fils aîné ont été enlevés.

L'Unicef en collaboration avec International rescue committee (IRC) a apporté, dans le cadre de la Réponse rapide aux mouvements des populations (RRMP) une assistance médicale de cinq jours dans vingt-huit aires de santé de six zones de santé du Sud-Kivu, à savoir Lemera, Uvira, Ruzizi, Fizi, Nundu et Nyangezi. L'Unicef a également déployé plus de sept tonnes de matériels et d'équipements médicaux composés de 65.727 doses de vaccins contre la rougeole et plusieurs seringues, 65.727 diluants, 6.573 seringues de dilution, 76.847 doses de vaccins anti-polio, 3.842 gouttes et 723 boîtes isothermes. Afin de mieux aider les réfugiés et les communautés d'accueil, l'Unicef a renforcé son appui institutionnel au système de santé. Il a remis aux centres de santé des cartons de Plumpy Nuts et du lait thérapeutique pour 1.096 enfants souffrant de malnutrition, 2.000 litres de Ringer lactate et 15.000 litres de sels de réhydratation orale (SRO) pour traiter les cas de choléra, des médicaments pour traiter 2.000 patients atteints de paludisme dans une région où 70% des consultations médicales sont causées par la malaria, et des médicaments contre plusieurs autres maladies pour 9.000 personnes. L'Unicef a également choisi une option de rachat de services pour payer toutes les consultations et les traitements des réfugiés burundais dans les centres de santé. L'Unicef a permis à plus de 1800 enfants de réfugiés burundais et d'expatriés congolais qui suivaient le programme scolaire congolais d'être intégrés dans trente-cinq écoles de Fizi et Uvira et ont positionnés 6.000 kits élèves adaptés pour leur permettre de terminer l'année scolaire. Les frais d'examen ont également été payés pour quatre-vingt cinq enfants qui vont présenter cette semaine l'Examen national de fin d'études primaires.

A.Nz.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

DU SECRÉTARIAT NATIONAL DU RASSEMBLEMENT CITOYEN (RC)

Le Secrétariat National du Rassemblement Citoyen (RC) a le triste regret de constater qu'un parti politique, la CADD (Convention pour l'Action, la Démocratie et le Développement) de création récente s'est donné comme logo, le Coq. Ce constat a été fait sur les banderoles déployées dans la ville de Brazzaville par la CADD, au début de cette semaine.

Le Secrétariat National du Rassemblement Citoyen (RC) rappelle à l'opinion nationale que le coq est le logo du RC, depuis la création de ce parti en 1998, comme l'atteste le récépissé délivré par le Ministère de l'Intérieur.

Le Secrétariat National du Rassemblement Citoyen (RC) est convaincu qu'une erreur d'inattention au niveau de l'Administration du Ministère de l'Intérieur a fait que ce parti politique choisisse le coq comme logo. En effet, l'Administration du Ministère de l'Intérieur aurait pu l'informer que le coq est déjà utilisé comme logo par un autre parti, le Rassemblement Citoyen.

Face à cette situation, le Président du Rassemblement Citoyen (RC) a saisi, par courrier du 01 Juin 2015, Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, pour demander à la CADD de changer instamment et sans équivoque de logo, afin d'éviter toute confusion dans la vie politique des deux partis.

Dans l'entre-temps, il est demandé aux élus, aux cadres, militants et sympathisants du Rassemblement Citoyen (RC) de garder leur sérénité.

Fait à Brazzaville, le 02 Juin 2015

Pour le BUREAU EXECUTIF NATIONAL

Le Secrétaire National,


Eugène KIMBEMBE



COUPE DE LA CONFÉDÉRATION/BARRAGE

V.Club et Sanga Balende à la trappe

C'était un dimanche noir pour les deux clubs de la RDC engagés à la 12e édition de la Coupe de la Confédération. V.Club de Kinshasa et Sanga Balende de Mbuji-Mayi n'accéderont pas à la phase des poules de cette compétition africaine interclubs de football.



V.Club et Sanga Balende ne passent pas le barrage de la Coupe de la Confédération

Le 7 juin au stade Tata-Raphaël de Kinshasa, l'AS V.Club a certes battu Stade Malien de Bamako, mais n'a pas refait son retard du match aller, bien au contraire. Pour cette rencontre vitale pour les Dauphins Noirs, l'entraîneur Florent Ibenge a fait confiance à Nelson Lukong dans les perches, et devant lui, une défense à plat composée de Lomanisa à gauche, le Burkinabé Dayo Issoufou et Ruddy Makwekwe dans l'axe, et Dido Bafola sur le flanc droit. Nelson Munganga, Yves Magola et Deo Kanda ont été placés au milieu de terrain, alors que Kazadi Kazengu, Firmin Mubele et Emmanuel Ngudikama alias Kila ont formé le compartiment offensif des Dauphins Noirs. Mubele a ouvert la marque dès la quatrième minute de jeu. Mais Stade Malien s'est rapidement remis de cette douche froide du début en se réorganisant dans l'entrejeu, privant les poulaillers d'Ibenge du cuir au milieu de terrain. Et à la 16e minute, sur une action bien combinée, Mokhtar Cissé a égalisé pour Stade Malien, plongeant dans un silence de cathédrale le stade Tata Raphaël rempli comme un œuf avec les couleurs de V.Club.

A un but partout déjà à la pause, les chances de qualification des Dauphins Noirs se sont presque totalement amoindries. Et le coach Ibenge a procédé à des changements avec, notamment, la montée sur le terrain du leader technique du club, Héritier Luvumbu Nzinga, à la place de Deo Kanda, et du vétéran et expérimenté Guy Lusadis à celle du jeune Kazadi Kazengu. Mais à la 50e minute, le même Mokhtar Cissé est revenu à la charge pour inscrire le deuxième but des joueurs du coach franco-algérien Kamel Djabour, littéralement qualifiés car V.Club devrait à cet instant marquer quatre buts pour l'emporter cinq buts à deux et espérer une qualification.

Mais l'équipe dirigée par le général Gabriel Amis Tango Four n'a réussi qu'à marquer deux autres buts, d'abord l'égalisation à la 62e minute par le défenseur central Ruddy Makwekwe et le troisième but d'une victoire pour l'honneur sur penalty transformé par le Burkinabé Dayo Issoufou à la 71e minute. Les Dauphins Noirs qui ont joué le dernier quart d'heure de jeu dans la moitié du terrain de Stade Malien n'ont pas pu concrétiser une ribambelle d'occasions nettes de but. Au finish, trois buts à deux pour V.Club qui avait cependant perdu, deux semaines plus tôt au stade Modibo Keita de Bamako au Mali par zéro but à deux.

Au Caire, le deuxième club RD-congolais en Coupe de la Confédération, Sa Majesté Sanga Balende n'a pas réussi à garder son avance d'un but à zéro au match aller à Lubumbashi. Les Anges et Saints du Kasai oriental coachés par Santos Muintubile ont courbé l'échine face à aux Chevaliers blancs de Zamalek d'Egypte par un but trois. Après pourtant un score nul de zéro but partout à la fin de la première période de cette rencontre jouée en nocturne, Sanga Balende a encaissé le premier but à la 46e minute, une réalisation d'Hefni Gaber à doublé la mise pour les Chevaliers Blancs à la 62e minute. Mais l'attaquant Musema a réduit la marque à la 63e minute, redonnant un peu d'espoir de qualification aux protégés du président sportif de Sanga Balende et gouverneur du Kasai oriental Alphonse Ngoy Kasanji. Mais à la 76e minute, Kamar a inscrit le troisième but de la qualification de Zamalek qui accède ainsi à la phase des poules de la 12e édition de la Coupe de la Confédération.

Martin Enjimo

CLASSEMENT FIFA JUIN 2015

La RDC 14e en Afrique et 56e au monde

Bien que secouée par le scandale de pots de vins pour l'attribution de la coupe du monde 2010 à l'Afrique du Sud suivi de la démission de Sepp Blatter moins d'une semaine après son élection pour un cinquième mandat, la Fédération internationale de football association (Fifa) a rendu public le classement mensuel des équipes pour le mois de juin. C'était le jeudi 4 juin à au siège de cette instance mondiale du ballon rond à Zurich en Suisse.

On note d'emblée que la RDC a reculé de deux cases, passant de la 54e position occupée en avril et mai, à la 56e position en ce mois de juin. On rappelle qu'après la double défaite contre l'Irak lors du stage de Dubaï en mars dernier, la sélection nationale de la RDC n'a livré aucune autre rencontre amicale. Mais au courant de ce mois de juin, les Léopards de la RDC débutent les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2017 contre la sélection du Madagascar le 14 juin à Kinshasa en première journée. Et pour ce faire, l'équipe nationale de la RDC dirigée par le sélection-

neur Florent Ibenge et son adjoint Mwinyi Zahera est en stage de préparation à Mons en Belgique et jouera un match amical Fifa le 9 juin contre les Lions indomptables du Cameroun. Naturellement, le classement-Fifa du mois de juillet dépendra des résultats des Léopards au cours de ces deux rencontres.

On apprend qu'en match d'entraînement, la sélection a atomisé un club belge de division inférieure par quatorze buts à zéro. Pour la première fois, des nouveaux binationaux, notamment, Jordan-Michael Nkololo et John Tshibumbu ont porté le maillot de l'équipe du pays d'origine de leurs parents, eux qui sont nés en France. On attend donc les résultats du match contre le Cameroun et le Madagascar pour espérer une remontée au classement Fifa.

Notons-le, l'Algérie (21e rang mondial) demeure la première nation en Afrique, devant la Côte d'Ivoire (24e rang mondial) et la Tunisie (29e rang mondial). Le Ghana (34e) est quatrième, devant le Sénégal (36e), le Cap Vert

(38e), le Nigeria (43e), la Guinée (45e), le Congo Brazzaville (47e), le Cameroun (49e), la Guinée Équatoriale (50e), la Mali (52e), l'Égypte (55e). La RDC est quatorzième en Afrique, suivi du Gabon (59e), du Burkina Faso (66e), de la Zambie (68e), de l'Afrique du Sud (69e), de l'Ouganda (71e). Le Togo (77e) est vingtième sur le continent.

L'Algérie conserve la première place sur le continent (21ème mondiale), la Côte d'Ivoire (24ème) et la Tunisie (29ème). Et dans le monde, l'Allemagne, vainqueur de la Coupe du monde 2014 au Brésil, poursuit son règne, devant la Belgique qui est monté d'une case pour occuper la deuxième position, après le troisième rang mondial du mois de mai. L'Argentine, finaliste malheureux du Mondial brésilien en été 2014, complète le podium du classement Fifa. La Colombie vient à la quatrième position, suivie du Brésil, des Pays-Bas, du Portugal, de l'Uruguay, de la France. L'Espagne clôture le top 10 mondial du football pour le mois de juin 2015.

M.E.

CINEF

Carolle Maloba, Francine Nyakabwa et Rachel Balengola lauréates de la deuxième édition

Primées respectivement pour le documentaire *Quand la féminité est un masque*, la fiction *Malaïka* et comme meilleure actrice dans *Bonzenga*, les trois ont été à l'honneur, le 6 juin, à la clôture du festival de cinéma de l'Association des femmes cinéastes congolaises (AFCC) qu'a abrité l'Institut français (IF).

Visiblement émue, Carolle Maloba a reçu le tout premier prix décerné à la soirée finale par Antoine Yvernault, l'attaché audiovisuel régional Afrique centrale de l'ambassade de France. La Lushoise a remporté la palme du meilleur documentaire face à ses deux concurrentes kinoises, en l'occurrence Anny Tshionga et Déborah Basa. Le jury international composé de la star nollywoodienne Andrea Chika, du célèbre réalisateur Divita Wa Lusala et présidé par Michée Sunzu a jeté son dévolu sur le moyen métrage *Quand la féminité est un masque*. Portant sur l'entrepreneuriat féminin, la toute dernière réalisation de la lauréate est un documentaire de quarante minutes qu'elle a produit elle-même. Il a été préféré à *Harmonica* et *Viper*, deux réalisations récentes présentées en avant-première à la Halle de la Gombe à l'occasion de la fête du court métrage. Aussi heureuse que sa consœur du Katanga, Francine Nyakabwa, a reçu son trophée des mains de la directrice commerciale de vente Canal + RDC, Julie Vinay. Venue de Bukavu, elle s'est réjouie d'avoir ainsi fait la fierté de la province du Sud-Kivu que représentait aussi Prudence Furaaha. Malaïka, son drame familial de quarante-trois mi-



Carolle Maloba recevant le prix des mains d'Antoine Yvernault

nutes, a finalement volé la vedette à Ditabosh et L'apparence trompe en gagnant le prix de la meilleure fiction. Ces deux autres fictions en lice sont les réalisations respectives de Clarisse Lukombo Mayila du Bas-Congo et Prudence Furaaha également native du Sud-Kivu mais qui vit à cheval entre Bukavu et Dar es Salam où elle s'est formée en cinéma. Kinshasa, la ville hôte du festival, quant à elle, n'avait pas concouru dans la catégorie fiction.

Une néophyte primée

Ce n'était donc pas de chance pour Anny Ngalula (*Instinct criminel*) de Kinshasa, Rosalie Bachibola (*L'Indésirable*) et Merveille Bi Mwana (*Mwanamuke hana siri*) en lice avec Rachel Balengola. Plébiscitée meilleure actrice, la native de Dongo était la seule à ne pas partager l'émotion du moment avec les deux cinéastes primées. En effet, l'actrice principale de *Bonzenga*, titre de la fiction et également nom du personnage qu'elle incarne était absente. Encore élève, comme son rôle l'illustre d'ailleurs bien, elle devrait passer sous peu son examen d'Etat en pédagogie. La jeune ac-

trice est sacrée alors qu'elle n'en est encore qu'à sa première expérience au cinéma. De quoi l'encourager à poursuivre cette expérience ainsi qu'elle le souhaitait déjà après ce premier rôle. Dommage tout de même car elle aurait sans doute apprécié de recevoir son prix personnellement des mains de l'invitée spéciale du festival, en l'occurrence Omotola Jalade, à la place de Maguy Kalomba.

Le festival Cinéma au féminin (Cinef) s'est achevé sur une note heureuse pour ses hôtes des provinces du Katanga, du Sud-Kivu et de l'Equateur. En effet, en y regardant de près, aucun film de Kinshasa n'a été récompensé. Le suspense est resté entier jusqu'au moment de la remise des prix de la compétition organisée autour de dix réalisations congolaises. Au bout du compte, Kinshasa a été écartée de la course alors que la capitale se trouvait en compétition pour le meilleur documentaire et la meilleure actrice. Elle espérait arracher au moins un prix pour l'une des quatre réalisations qu'elle avait proposées.

Nioni Masela

COUPE AFRICAINE DE LA CONFÉDÉRATION

Les Léopards de Dolisie connaissent leurs adversaires

Qualifié pour la phase de poules de la 12e édition de la Coupe africaine de la Confédération, l'Athlétic club Léopards, logé dans le groupe B rencontrera des clubs qu'il connaît par cœur : Orlando Pirates, le Club sportif Sfaxien (CSS) et le Zamalek.

« C'est un groupe de Ligue des champions. On le savait. Ils sont comme nous. Ils n'ont pas su faire ce qu'il fallait pour rester en Ligue des champions. On va se battre », a commenté Lamine Ndiaye, l'entraîneur de l'AC Léopards de Dolisie. Les Fauves du

Niari débutent la compétition en recevant le 26 juin, Orlando Pirates. Les Sud-africains ne seront pas sur un terrain inconnu. Lors de la phase de groupe de la Ligue africaine des champions en 2013, les deux équipes étaient logées dans le même groupe. Les Léopards

avaient gagné la manche retour à Dolisie 1-0 grâce à Bissiki Magnokélé après avoir tenu Orlando Pirates en échec chez lui 0-0. Orlando Pirates a remporté la Ligue des champions, son seul trophée continental en 1995.

Le 10 juillet, les Léopards seront en déplacement à Sfax en Tunisie pour y affronter le Club sportif Sfaxien, également une vieille connaissance. Lors de la 9e édition de la Coupe de la Confédération, les Léopards prenaient un départ de rêve sur cette équipe en réussissant un incroyable exploit de l'éliminer en seizièmes de finales. Mal embarqués dans cette étape après une défaite 1-2 à Dolisie, les Léopards imposaient une défaite de 2-0 grâce à un doublé d'Eric Nyemba avant de monter sur le toit de l'Afrique. Le CSS a déjà remporté cette coupe à quatre reprises notamment en 2013, 2008, 2007 et 1988.

Le Zamalek n'est non plus un inconnu dans le milieu des Fauves du Niari. Le 24 juillet, il recevra les Léopards en Egypte. Le Zamalek, cinq fois vainqueur de la Ligue des champions n'a remporté la coupe de la confédération

qu'une fois en 2000. C'est l'une des équipes qui a infligé à l'AC Léopards une cinglante défaite en compétition africaine 4-1 à El Gouna, lors de la dernière journée de la phase de poules de la Ligue des champions 2013. Au match aller, les Léopards l'avaient emporté à Dolisie 1-0 sur un penalty transformé par Ntela Kalema. Les Léopards débuteront la phase retour le 7 août en affrontant au stade Denis-Sassou-N'Gouesso à Dolisie, le Zamalek avant de se déplacer le 21 du même mois pour l'Afrique du sud où ils seront accueillis par

Orlando Pirates. Ils termineront la phase de poules le 11 septembre à Dolisie en se mesurant avec le Club sportif Sfaxien. « Nous étions partis chercher la qualification. Elle est acquise. Même si c'était difficile. C'est ce relâchement coupable qu'il faut gommer si on veut avoir des ambitions. Nous allons axer le travail là-dessus parce que si on veut être vraiment compétitive, il faudra qu'on soit plus rigoureux notamment dans le secteur défensif », a insisté Lamine Ndiaye.

James Golden Eloué



Césair Gandzé et l'AC Léopards retrouveront sur leur chemin des vieilles connaissances (Photo Adiac)

Les Léopards de Dolisie se sont faits peur

Les Fauves du Niari ont courbé l'échine 1-3, le samedi 6 juin au Nigeria face à Warri Wolves en match retour du tour de cadrage. Ils valident néanmoins leur qualification grâce au but inscrit à l'extérieur par leur capitaine, Rudy Guelord Bhebey Ndey.

À Warri, les Léopards de Dolisie, déjà vainqueurs à la manche aller 3-0, n'ont su que confirmer leur série de régularité à la phase de poules des compétitions africaines qui dure depuis 2012. Désormais dans le peloton des prétendants au titre, les protégés de Rémy Ayayou Ikounga essaient de se persuader que jouer un grand coup dans cette phase de poules de la Coupe de la Confédération qu'ils découvrent pour la troisième fois après 2012 et 2014, les obligent à être aussi bien armés qu'en 2012, année de la consécration.

Guelord Bhebey Ndey refroidit Warri Wolves

Dès le tirage au sort des cadrages, les Léopards, éliminés en huitièmes de finale de la Ligue des champions, enfilèrent déjà leur costume de favori dans l'exercice qu'ils ont souvent réussi. Après avoir écarté le Mas de Fès en 2012 puis Medeama du Ghana en 2014, les Fauves du Niari ont ajouté à leur tableau de chasse, Warri Wolves FC. Cette fois-ci, l'accouchement fût douloureux. Et les Léopards n'étaient pas loin de laisser leur peau dans les derniers instants du match. Dès la sortie du fait d'une blessure de Prestone Lakolo, touché à la 24e minute, obligeait les Fauves du Niari à résoudre une équation compliquée dans l'entrejeu. « L'équipe a été désorganisée quand Lakolo est sorti. On n'a jamais pu résoudre ce problème. Prestone, les gens ne le voient pas mais il abat un travail dans la récupération. Ce que nous avons constaté lorsqu'il était dehors », a témoigné, Lamine Ndiaye, l'entraîneur de l'AC Léopards.

Au coup d'envoi de la seconde période, la situation s'est compliquée davantage. Gholahan Salami en un véritable renard de surface, profite d'un excellent travail de Stanley Dimgba sur le côté droit pour loger de la tête à la 47e minute, le cuir dans les cages de Lawrence Ngome. Le but de l'international nigérian (celui-là même qui avait inscrit le deuxième but du Nigeria contre le Congo à Calabar) avait pourtant fait espérer une issue pour Warri Wolves. Mais la bonne réaction des Léopards dans les minutes qui suivaient n'a fait qu'amplifier les chances des Fauves et refroidir les ardeurs des locaux.

Guelord Bhebey Ndey, a utilisé son sens de jeu et son opportunisme à la 54e minute pour parachever l'excellent service de Mahamane Cissé, lancé lui, en profondeur par Césair Gandzé. Tous les voyants étant de nouveaux verts, les Fauves se sont vu trop beaux après cette égalisation. Alors qu'avant de quitter lui aussi ses coéquipiers, Junior Makiessé gâche une balle de deuxième but. Il récupérait un ballon dans la moitié de son camp. En se lançant dans une course folle, il efface d'un crochet intérieur son vis-à-vis avant de chercher la lucarne opposée. Malheureusement, il n'attrape pas le cadre à la 62e minute. Sa sortie vers le dernier quart d'heure a fait respirer la défense adverse.

Une défense à blâmer

Si sur le plan offensif, les Léopards ont fait mieux que lors des huitièmes de finale retour de la Ligue des champions face à Smouha, défensivement, ils ont manqué de rigueur, oubliant les fondamentaux (le marquage). L'équipe concède les deux autres buts dans le dernier quart d'heure du match. Salami a réalisé un doublé à la 74e minute, profitant d'une passe en retrait pour accompagner le ballon dans les filets. Il était tout prêt d'un triplé dans les minutes qui suivaient mais sa tête piquée ne trouvait pas le cadre. Les Fauves du Niari encaissent le troisième but à la 90e minute. A l'origine, une balle arrêtée puis une remise de la tête qui profite à Oghenekaro Etebo oublié au second poteau. Lawrence Ngome et sa défense (excepté Boris Moubhio) ont étalé beaucoup de fébrilité, obligeant à plusieurs reprises Bhebey Ndey à décrocher pour prêter mainforte à ce secteur dans les duels aériens. Le gardien des Léopards n'est pas exempt de tout reproche sur les trois buts encaissés. Trahi en partie par une défense attentiste, il est resté figer sur sa ligne sans oser des sorties qui lui auraient permis de dicter sa loi dans les 5,5 m, zone dans laquelle les arbitres protègent les gardiens de tout contact avec les attaquants.

J.G.E.

FIFA

Des révélations sur la Coupe du monde de 1998 et 2010

Le Maroc et l'Afrique du Sud sont épinglés pour versement de pots-de-vin à des membres de la Fifa.

Il ressort que le Maroc a perdu l'organisation du Mondial 2010 au profit de l'Afrique du Sud à la suite des manipulations des votes par la Fifa. À en croire les révélations du journal britannique Sunday Times, le Maroc aurait dû organiser le Mondial 2010. Il aurait remporté le scrutin, avec deux voix d'avance sur l'Afrique du Sud. Mais le vote de la Fifa aurait été manipulé, en mai 2004 donnant ainsi 14 voix pour l'Afrique du Sud contre 10 pour le Maroc. Au grand dam du royaume chérifien.

Dans un enregistrement datant de 2009 de l'ancien membre du comité exécutif de la Fifa, le Botswanaïse Ismaël Bhamjee, publié par le Sunday Times, c'est le Maroc qui aurait remporté le vote avec deux voix d'avance sur l'Afrique du Sud. Il déclare en avoir « parlé avec tout le monde. Nous sommes tous collègues vous savez... Nous avons vu qu'en réalité, le Maroc avait gagné de deux voix ».

L'enregistrement avait été consigné dans le cadre d'une enquête du Sunday Times, qui affirme l'avoir transmis à la Fifa à des fins d'une « enquête interne ». Ces révélations ont été faites une semaine après que le président de la Fédération sud-africaine de football eut reconnu le versement de 10 millions de dollars à la Fifa en 2008. Les accusations d'Ismaël Bhamjee vont renforcer les soupçons pesant sur cette instance du

football mondial, dix jours après l'arrestation de 9 cadres de ses cadres sur demande des autorités américaines. S'il se confirme que le Maroc avait gagné l'organisation du Mondial 2010, il demandera réparation à la Fifa.

Le Maroc accusé à son tour

Dans l'optique d'accueillir le Mondial 1998, l'ancien dirigeant au sein de la Fifa, l'Américain Chuck Blazer, a admis un versement des dessous-de-table par le Maroc. C'est la France qui sera finalement retenue.

Un document publié le 3 juin par la justice américaine indique qu'« un représentant du Comité de candidature marocain a offert un pot-de-vin au complice N°1 en échange de sa voix pour le Maroc dans le scrutin pour le pays-hôte de la Coupe du Monde 1998. Le conspirateur N°1 a accepté le pot-de-vin » d'un montant de 8 millions de dollars.

Interrogé lors de son récent passage à Paris, le ministre marocain du Sport, Mohand Laenser, a livré ses premières impressions : « nous laissons la justice suivre son cours, car pour le moment ce ne sont que des allégations. Si les faits sont avérés, il y aura des conséquences ». L'acte d'accusation contient 164 pages détaillées sur les raisons ayant conduit à plusieurs arrestations au sein de la Fifa.

Par exemple, Chuck Blazer et le Trinidadien Jack Warner se seraient rendus au Maroc en 1993, à l'invitation du comité. Le Maroc aurait offert un paiement à Jack Warner en échange de son vote. Ce dernier aurait accepté l'offre. Les deux hauts dirigeants de la Fifa sont accusés d'avoir sollicité et accepté des pots-de-vin, lors de la sélection pour le Mondial 98.

L'Afrique du Sud verse des pots-de-vin plus importants que le Maroc et obtient la coupe du monde 2010

L'acte d'accusation poursuit : en 2004, le comité de candidature marocaine aurait de nouveau offert un million de dollars à Jack Warner, contre son soutien pour le Mondial 2010. Mais l'offre marocaine fut surpassée par celle de l'Afrique du Sud, qui aurait promis à l'époque une donation de 10 millions de dollars, transférés en trois tranches en 2008, via des comptes bancaires sous le contrôle du patron de la Caribbean Football Union, Jack Warner. L'argent sera versé dans des comptes bancaires au nom de deux associations régionales de football. Il sera touché par Jack Warner.

La démission du patron de la Fifa, Sepp Blatter, le 2 juin dernier, désormais dans le collimateur de la justice américaine ainsi que d'autres membres de la Fifa n'a pas mis fin au scandale. Une autre enquête est en cours en Suisse.

Noël Ndong